

**BULLETIN COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

Organe de la Fraction de la Gauche communiste internationale

n° 3

05/ 11/ 2010

Pour nous contacter :

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr** ;

Consultez notre site :

<http://fractioncommuniste.org>

Sommaire

Editorial : Vers des affrontements décisifs entre le prolétariat et les forces de la bourgeoisie.....1

TEXTES DU MOUVEMENT OUVRIER

Rosa Luxemburg : *Grève de masse, parti et syndicat* (extraits).....3

Situation internationale

Partout la bourgeoisie prépare son appareil d'Etat pour contrer le prolétariat en lutte.....6

Plomb, mitraille, prison, ainsi répond le Front populaire aux ouvriers de Barcelone osant résister à l'attaque capitaliste (Bilan 41, 1937, extraits).....8

CAMP PROLETARIEN

Plateforme politique des Communistes internationalistes-Klasbatalo (ex-CIM)..... 9

Commentaires critiques du PCI (*Le Prolétaire*) sur la plateforme de Klasbatalo..... 10

Lénine et l'opportunisme (1899).....12

COMBAT CONTRE L'OPPORTUNISME

Introduction sur l'actualité et la nécessité du combat contre l'opportunisme.....13

Le 19^{ème} congrès de *Révolution internationale* ? Des abandons politiques qui mènent vers le camp de la bourgeoisie14

Lettre ouverte aux militants du CCI

L'élan du CCI actuel vers la CNT-AIT aboutit à l'abandon de sa plateforme politique et à la "révision" du marxisme.....18

Lettre adressée à la CWO (TCI) à propos de la politique d'ouverture du CCI vers des organisations anarcho-syndicalistes.....26

Vers des affrontements décisifs entre le prolétariat et les forces capitalistes

La lutte des classes revient avec force s'affirmer comme "le moteur de l'histoire" aux yeux du plus grand nombre, malgré sa "mort annoncée" tant de fois par les idéologues et propagandistes bourgeois. Tous les continents sont touchés par les combats du prolétariat : les Amériques - Brésil, Chili, Mexique, Etats-Unis -, l'Asie - Chine, Vietnam, Thaïlande, Turquie -, l'Afrique - Afrique du Sud, Egypte -, les pays de l'ancien glacieux soviétique - Russie, Bulgarie, Ukraine, Pays baltes, et maintenant, de manière simultanée, quasiment tous les pays d'Europe occidentale - Grèce, Espagne, Portugal, France, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne, etc... Le prolétariat du monde entier, et particulièrement de son cœur historique, l'Europe occidentale, reprend le chemin du combat de classe. Ces luttes se développent en réponse aux attaques massives que le capitalisme en crise aigüe est obligé de porter contre la classe exploitée. La soi-disant reprise économique n'est qu'un leurre, un mensonge de plus, que la réalité quotidienne - et bien souvent aussi les chiffres mêmes des statistiques de la bourgeoisie - vient démentir. Il en est de même pour la fausse bonne santé économique des pays dits "émergents"¹. La Chine - et avec elle le Brésil -, si souvent mise en avant comme exemple, connaît une situation économique de plus en plus "contradictoire" du point de vue capitaliste et misérable pour la classe ouvrière. A tout moment, ce pays peut exploser, tant au plan économique que social, et les luttes ouvrières massives et violentes se multiplient².

Ce développement simultané des luttes ouvrières au plan international pose la question de la perspective de "l'internationalisation" de ces luttes. Il indique que nous sommes entrés dans un processus qui mène à des confrontations de classes généralisées et historiquement cruciales.

Ce processus se confronte aujourd'hui aux obstacles que l'appareil d'Etat capitaliste met sur sa route. En premier lieu, les manoeuvres et les sabotages des syndicats qui sont de plus en plus obligés d'utiliser une fausse division interne entre les directions et une "base" plus radicale. Les premières organisent des journées d'action, grèves et manifestations nationales, qui visent à occuper le terrain, à limiter au maximum l'éclatement de luttes ouvertes et à étouffer toute prise en main directe par les ouvriers de celles-ci et particulièrement de leur extension et unification contre l'Etat. La pression et la combativité ouvrières croissantes ne pouvant être contenues par ces seules journées, le syndicalisme de base "accompagne" (quand il ne les organise pas lui-même) les "débordements", les actions plus radicales, les grèves "sauvages" - c'est-à-dire celles qui, à juste raison, ne respectent pas les lois bourgeoises qui fixent le soit-disant "droit" de grève - ; les manifestations qui ne veulent pas être des balades syndicales inoffensives et qui s'emparent de la rue, les piquets de grève et de blocage des entreprises, etc. Il "accompagne" aussi tous ces mouvements sociaux en muselant les assemblées générales qui se veulent indépendantes des syndicats avec les "comités" et autres "coordinations" qu'il contrôle- les "AG interprofessionnelles" se sont multipliées en France ces derniers temps, parfois à l'initiative des ouvriers eux-mêmes, plus souvent à l'initiative des gauchistes et syndicalistes de base - pour finalement chercher à les détourner de leur fonction et de leur but. Malgré ces obstacles, la combativité et les luttes ouvrières se maintiennent cherchant leur voie par de multiples moyens et dans un apparent "désordre" qui n'est que le processus même de la lutte des classes, et plus particulièrement celui de la *grève de masse* décrit en son temps par Rosa Luxemburg.

" Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire [Russe], tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades - toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre, c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants". Bien qu'il ne s'agisse pas encore de mouvements sociaux du niveau de ceux de 1905 en Russie, c'est quand même le processus de la *grève de masse* qui se développe actuellement à l'échelle internationale et tout particulièrement en Europe occidentale et qui va poser à terme les questions de la généralisation et de l'unification des combats ouvriers. Si ce processus est, aujourd'hui, encore loin de s'exprimer à travers un mouvement qui remet ouvertement en question le capitalisme, il n'en reste pas moins vrai que, comme le précise Rosa Luxemburg: *"La grève de masse est bien plutôt un terme qui désigne collectivement toute une période de la lutte de classes s'étendant sur plusieurs années, parfois sur des décennies"*.

Mais déjà, nous pouvons affirmer que, rarement dans l'histoire, nous avons connu une situation telle que celle qui se profile devant nous à partir d'aujourd'hui et qui réunit autant de conditions objectives et subjectives pour que ce processus s'épanouisse : la marche inexorable et sans retour de la crise économique (signant la faillite historique définitive du système capitaliste) s'accompagne d'un enfoncement inéluctable du prolétariat mondial dans la plus grande des misères et d'un

1. Autre exemple parmi d'autres encore d'un ex-"tigre" asiatique maintes et maintes fois vanté : Singapour a vu son PNB diminuer de 19% au troisième trimestre. Source : IILS, 09/2010.

2. Source : yahoofinances, 14/10/2010.

développement de la barbarie guerrière capitaliste qui annonce et permet la préparation, par la classe dominante, d'un nouvel holocauste généralisé ; mais ces insupportables conditions permettent, cependant, à la classe ouvrière, partout, d'affirmer de plus en plus sa colère et son refus des politiques bourgeoises, et favorisent le développement de ses propres expériences de lutte et de sa conscience de classe mise à mal depuis une vingtaine d'années.

D'ailleurs la bourgeoisie ne s'y trompe pas et ne cesse de s'y préparer au niveau international. Ce sont les mêmes stratégies qu'elle instaure volontairement et développe partout pour faire face au danger prolétarien. Elle se donne tous les moyens (notamment grâce à ses syndicats et à ses médias) pour retarder, disperser, saboter les ripostes ouvrières et surtout pour empêcher leur généralisation et leur unification conscientes par delà les divisions corporatistes et même nationales ; en d'autres termes, elle fait tout, dès aujourd'hui, pour faire avorter le processus qui s'est ouvert.

Actuellement, par exemple, un peu partout (surtout en Europe et en Amérique du nord) et en utilisant exactement les mêmes moyens, elle adapte son appareil politique à l'aggravation des contradictions de classes. Ainsi, à travers la publicité qu'elle fait aux "oppositions extrémistes" de la gauche comme de la droite, elle s'arme spécifiquement contre la classe ouvrière : avec la première "opposition", elle vise à couvrir le flanc social, celui des luttes ; quant à la deuxième, elle lui sert d'épouvantail afin de détourner l'attention des ouvriers vers la prétendue cause de "la démocratie en danger" et, par là, les enchaîner derrière la défense de l'Etat démocratique. Nous revenons dans ce bulletin sur ce phénomène dans notre article, *Partout la bourgeoisie prépare son appareil d'Etat pour contrer le prolétariat en lutte*.

Mais, dans la perspective des confrontations massives inévitables qui mûrissent déjà, la bourgeoisie ne peut se contenter de seulement entraver le développement des luttes ouvrières et de la conscience de classe dans les grandes masses ouvrières. Elle s'attaque aussi directement au plan politique et idéologique aux avant-gardes politiques du prolétariat, c'est-à-dire aux forces communistes. Celles-ci sont déjà affectées par la dispersion et le sectarisme, ce qui aujourd'hui handicape la réaction ouvrière et le rapport de forces historique entre prolétariat et bourgeoisie. La pression de l'idéologie bourgeoise au sein du camp politique prolétarien est une constante qui justifie le combat permanent qui doit être mené contre les diverses manifestations de l'opportunisme politique. L'actuel CCI, dans sa course folle et apparemment sans frein dans cette voie, tente actuellement un véritable coup de force pour introduire l'anarchisme comme une composante à part entière du camp révolutionnaire, voire même comme l'alter-ego de la Gauche communiste ! Outre que ceci ne peut que précipiter la liquidation, déjà bien engagée, de cette organisation et sa perte définitive comme organisation communiste, l'acceptation passive, le silence par les autres forces du camp prolétarien, sur les révisions théoriques et politiques par le CCI représenterait un handicap considérable pour le prolétariat dans la perspective des confrontations massives de classes.

Comme moment particulier de ce combat, le lecteur trouvera dans ce bulletin la lettre ouverte que nous adressons à l'ensemble des militants du CCI. Et nous appelons tous les groupes communistes et tous les sympathisants de la Gauche communiste, au premier chef du CCI lui-même, à intervenir et à s'impliquer dans ce combat³.

Bien évidemment, nous ne limitons pas à cette seule dimension, même si elle est pour nous fondamentale, l'action des groupes communistes. Leur intervention est tout aussi importante dans le développement des luttes ouvrières et le processus de *grève de masse* dans lequel nous sommes entrés. A ce jour, leur dispersion et leurs hésitations politiques n'ont pas permis que cette intervention soit à la hauteur, non pas du nécessaire vis-à-vis de la classe, mais de leurs forces politiques et militantes. Pourtant, à partir de l'histoire et des positions politiques qu'ils partagent, ils ont les moyens et la possibilité de parler d'une seule voix dans les combats d'aujourd'hui et de demain. Leur existence n'a de sens que pour cela.

31 Octobre 2010.

3. Nous sommes prêts à reproduire sur notre site et dans notre bulletin toute contribution et intervention de groupe ou d'individus.

TEXTE DU MOUVEMENT OUVRIER

ROSA LUXEMBURG

GRÈVE de MASSE, PARTI et SYNDICAT (Extraits)

Nous reproduisons ici des extraits du remarquable document de Rosa Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat. Loin de nous l'idée de comparer la situation révolutionnaire de 1905 en Russie avec la situation d'aujourd'hui. Néanmoins, les réactions ouvrières de ces derniers mois contre les "effets" de la crise capitaliste partout dans le monde (la censure exercée par les médias sur les mouvements de lutte, tant au niveau national qu'au niveau international, rend difficile d'obtenir des informations), expriment clairement le développement du type de dynamique décrite par Rosa Luxemburg. L'attitude même de la bourgeoisie, avec ses campagnes médiatiques incessantes pour masquer ou déformer la réalité - tant au niveau de l'approfondissement de la crise économique que de la colère ouvrière qui s'élargit et s'intensifie dans le monde entier - montre qu'elle-même est hantée par la perspective de luttes massives, par la perspective de la grève de masse. En republiant cet extrait, nous voulons attirer l'attention des groupes communistes et éléments révolutionnaires sur le processus en cours ; nous voulons surtout les appeler à assumer leurs responsabilités d'avant-garde du prolétariat.

La FGCI

Grève de masse, parti et syndicat (chapitre 4).

Dans les pages qui précèdent nous avons tenté d'esquisser en quelques traits sommaires l'histoire de la grève de masse en Russie. Un simple coup d'œil rapide sur cette histoire nous en donne une image qui ne ressemble en rien à celle qu'on se fait habituellement en Allemagne de la grève de masse au cours des discussions. Au lieu du schéma rigide et vide qui nous montre une "action" politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan décidé par les instances suprêmes des syndicats, nous voyons un fragment de vie réelle fait de chair et de sang, qu'on ne peut dissocier du cadre de la révolution, rattachée au contraire par mille liens à l'entreprise révolutionnaire toute entière. La grève de masse, telle que nous la montre la révolution russe, est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. Son champ d'application, sa force d'action, les facteurs de son déclenchement, se transforment continuellement. Elle ouvre soudain à la révolution de vastes perspectives nouvelles au moment où celle-ci semblait engagée dans une impasse. Et elle refuse de fonctionner au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en toute sécurité. Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire, tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades - toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre, c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement : elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces

politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire et tout décalage dans le rapport des forces aux prises, dans le développement du Parti et la division des classes, dans la position de la contre-révolution, tout cela influe immédiatement sur l'action de la grève par mille chemins invisibles et incontrôlables. Cependant l'action de la grève elle-même ne s'arrête pratiquement pas un seul instant. Elle ne fait que revêtir d'autres formes, que modifier son extension, ses effets. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant. En un mot la grève de masse, comme la révolution russe nous en offre le modèle, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. A partir de là on peut déduire quelques points de vue généraux qui permettront de juger le problème de la grève de masse.

1° Il est absolument faux d'imaginer la grève de masse comme une action unique. La grève de masse est bien plutôt un terme qui désigne collectivement toute une période de la lutte de classes s'étendant sur plusieurs années, parfois sur des décennies. Si l'on considère les innombrables et différentes grèves de masse qui ont eu lieu en Russie depuis quatre ans, une seule variante, et encore d'importance secondaire, correspond à la définition de la grève de masse, en tant qu'acte unique et bref, de caractère purement politique, déclenché et stoppé à volonté selon un plan préconçu ; il s'agit là de la pure grève de démonstration. Dans tout le cours de la période de cinq ans, nous ne voyons en Russie que quelques grèves de ce genre, en petit nombre et, fait remarquable, limitées ordinairement à une ville. Citons entre autres la grève générale annuelle du 1er mai à Varsovie et à Lodz - dans la Russie proprement dite, l'usage n'est pas encore largement répandu

de célébrer le 1er mai par un arrêt de travail -, la grève de masse de Varsovie le 11 septembre 1905, à l'occasion des obsèques du condamné à mort Martin Kasprzak, celle de novembre 1905 à Saint-Petersbourg en protestation contre la proclamation de l'état de siège en Pologne et en Livonie, celle du 22 janvier 1906 à Varsovie, Lodz, Czenstochau et dans le bassin minier de Dombrowa, ainsi que dans certaines villes russes en commémoration du dimanche sanglant de Saint-Petersbourg, en juillet 1906 une grève générale à Tiflis en manifestation de solidarité à l'égard des soldats condamnés pour mutinerie et une enfin, pour la même raison, en septembre de cette année, pendant le procès militaire de Reval. Toutes les autres grèves de masse partielles ou grèves générales furent non pas des grèves de démonstration mais de lutte ; comme telles, elles naquirent spontanément à l'occasion d'incidents particuliers, locaux et fortuits et non d'après un plan préconçu et délibéré et, avec la puissance de forces élémentaires, elles prirent les dimensions d'un mouvement de grande envergure ; elles ne se terminaient pas par une retraite ordonnée, mais se transformaient tantôt en luttes économiques, tantôt en combats de rues, et tantôt s'effondraient d'elles-mêmes.

Dans ce tableau d'ensemble, les grèves de démonstration politique pure jouèrent un rôle mineur - celui de points minuscules et isolés au milieu d'une grande surface. Si l'on considère les choses selon la chronologie, on remarque ceci : les grèves de démonstration qui, à la différence des grèves de lutte, exigent un niveau très élevé de discipline de parti, une direction politique et une idéologie politique conscientes, et apparaissent donc selon le schéma comme la forme la plus haute et la plus mûre de la grève de masse, sont surtout importantes *au début* du mouvement. Ainsi, le débrayage total du 1er mai 1905 à Varsovie, premier exemple de l'application parfaite d'une décision du Parti, fut un événement d'une grande portée pour le mouvement prolétarien en Pologne. De même, la grève de solidarité en novembre 1905 à Saint-Petersbourg, premier exemple d'une action de masse concertée, fit sensation. De même, "l'expérimentation de grève de masse" des camarades de Hambourg le 17 janvier 1906 tiendra une place considérable dans l'histoire de la future grève de masse en Allemagne : elle est la première tentative spontanée d'user de cette arme si discutée, tentative réussie du reste, qui témoigne de la combativité des ouvriers de Hambourg.

De même, la période de grève de masse, une fois commencée sérieusement en Allemagne, aboutira à coup sûr à l'instauration de la fête du 1er mai avec un arrêt général du travail. Cette fête du 1er mai pourrait être célébrée comme la première démonstration sous le signe des luttes de masse. En ce sens, ce "vieux cheval de bataille", comme on a appelé le 1er mai au Congrès syndical de Cologne, a encore un grand avenir devant lui et est appelé à jouer un rôle important dans la lutte de classe prolétarienne en Allemagne. Cependant avec le développement des luttes révolutionnaires, l'importance de telles démonstrations diminue rapidement. Les mêmes

facteurs qui rendaient objectivement possible le déclenchement des grèves de démonstration selon un plan conçu à l'avance et d'après le mot d'ordre des partis, à savoir la croissance de la conscience politique et de l'éducation du prolétariat, rendent impossible cette sorte de grève ; aujourd'hui le prolétariat russe, et plus précisément l'avant-garde la plus active de la masse, ne veut plus rien savoir des grèves de démonstration ; les ouvriers n'entendent plus la plaisanterie et ne veulent que des luttes sérieuses avec toutes leurs implications. S'il est vrai qu'au cours de la première grande grève de masse en janvier 1905 l'élément démonstratif jouait encore un grand rôle - sous une forme non pas délibérée, mais instinctive et spontanée -, en revanche la tentative du Comité Central du Parti social-démocrate russe pour appeler, au mois d'août, à une grève de masse en faveur de la Douma échoua, entre autres du fait de l'aversion du prolétariat conscient à l'égard d'actions tièdes et de pure démonstration.

2° Mais si nous considérons non plus cette variété mineure que représente la grève de démonstration, mais la grève de lutte telle qu'aujourd'hui en Russie elle constitue le support réel de l'action prolétarienne, . Ici encore la réalité s'écarte du schéma théorique ; la conception pédante, qui fait dériver logiquement la grève de masse politique pure de la grève générale économique, comme en étant le stade le plus mûr et le plus élevé, et qui distingue soigneusement les deux formes l'une de l'autre, est démentie par l'expérience de la révolution russe. Ceci n'est pas seulement démontré historiquement par le fait que les grèves de masse - depuis la première grande grève revendicative des ouvriers du textile, à Saint-Petersbourg, en 1896-97 jusqu'à la dernière grande grève de décembre 1905 - sont passées insensiblement du domaine des revendications économiques à celui de la politique, si bien qu'il est presque impossible de tracer des frontières entre les unes et les autres. Mais chacune des grandes grèves de masse retrace, pour ainsi dire en miniature, l'histoire générale des grèves en Russie, commençant par un conflit syndical purement revendicatif ou du moins partiel, parcourant ensuite tous les degrés jusqu'à la manifestation politique. La tempête qui ébranla le sud de la Russie en 1902 et 1903 commença à Bakou, nous l'avons vu, par une protestation contre la mise à pied de chômeurs, à Rostov par des revendications salariales, à Tiflis par une lutte des employés de commerce pour obtenir une diminution de la journée de travail, à Odessa par une revendication de salaires dans une petite usine isolée. La grève de masse de janvier 1905 a débuté par un conflit à l'intérieur des usines Poutilov, la grève d'octobre par les revendications des cheminots pour leur caisse de retraite, la grève de décembre, enfin, par la lutte des employés des postes et du télégraphe pour obtenir le droit de coalition. Le progrès du mouvement ne se manifeste pas par le fait que l'élément économique disparaît, mais plutôt par la rapidité avec laquelle on parcourt toutes les étapes jusqu'à la manifestation politique, et par la position plus ou moins

extrême du point final atteint par la grève de masse. Cependant, le mouvement dans son ensemble ne s'oriente pas uniquement dans le sens d'un passage de l'économique au politique, mais aussi dans le sens inverse. Chacune des grandes actions de masse politiques se transforme, après avoir atteint son apogée, en une foule de grèves économiques. Ceci ne vaut pas seulement pour chacune des grandes grèves, mais aussi pour la révolution dans son ensemble. Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas mais elle s'étend, s'organise et s'intensifie parallèlement. Il y a interaction complète entre les deux.

Chaque nouvel élan et chaque nouvelle victoire de la lutte politique donnent une impulsion puissante à la lutte économique, en élargissant ses possibilités d'action extérieure et en donnant aux ouvriers une nouvelle impulsion pour améliorer leur situation en augmentant leur combativité. Chaque vague d'action politique laisse derrière elle un limon fertile d'où surgissent aussitôt mille pousses nouvelles, de revendications économiques. Et inversement, la guerre économique incessante que les ouvriers livrent au capital tient en éveil l'énergie combative, même aux heures d'accalmie politique ; elle constitue en quelque sorte un réservoir permanent d'énergie d'où la lutte politique tire toujours des forces fraîches ; en même temps, le travail infatigable de grignotage revendicatif déclenche, tantôt ici tantôt là, des conflits aigus d'où éclatent brusquement des batailles politiques.

En un mot, la lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents nœuds politiques ; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques. La cause et l'effet se succèdent et alternent sans cesse ; ainsi, le facteur économique et le facteur politique, bien loin de se distinguer complètement ou même de s'exclure réciproquement - comme le prétend le schéma pédan -, constituent, dans une période de grève de masse, deux aspects complémentaires de la lutte de classe prolétarienne en Russie. C'est précisément la grève de masse qui constitue leur unité. La théorie subtile dissèque artificiellement, à l'aide de la logique, la grève de masse pour obtenir une "grève politique pure" ; or une telle dissection - comme toutes les dissections - ne nous permet pas de voir le phénomène vivant ; elle nous livre un cadavre.

3° Enfin, les événements de Russie nous montrent que la grève de masse est inséparable de la révolution. L'histoire de la grève de masse en Russie se confond avec l'histoire de la révolution. Sans doute, quand les champions de l'opportunisme en Allemagne entendent parler de révolution, ils pensent tout de suite au sang versé, aux batailles de rue, à la poudre et au plomb, et ils en déduisent en toute logique que la grève de masse conduit inévitablement à la révolution : ils en concluent qu'il faut s'en abstenir. Et, en fait, nous constatons en Russie que presque chaque grève de masse aboutit à un affrontement sanglant avec les forces de l'ordre tsaristes ; ceci est aussi

vrai des grèves prétendument politiques que des conflits économiques. Mais la révolution est autre chose, est davantage qu'un simple bain de sang. À la différence de la police qui, par révolution, entend simplement la bataille de rue et la bagarre, c'est-à-dire le "désordre", le socialisme scientifique voit d'abord dans la révolution un bouleversement interne profond des rapports de classe. De ce point de vue, il y a entre la révolution et la grève de masse en Russie un rapport bien plus étroit que celui établi par la constatation triviale, à savoir que la grève de masse se termine généralement par un bain de sang.

Nous avons étudié le mécanisme interne de la grève de masse russe fondée sur un rapport de causalité réciproque entre le conflit politique et le conflit économique. Mais ce rapport de causalité réciproque est précisément déterminé par la période révolutionnaire. C'est seulement dans la tempête révolutionnaire que chaque lutte partielle entre le capital et le travail prend les dimensions d'une explosion générale. En Allemagne on assiste tous les ans, tous les jours, aux conflits les plus violents, les plus brutaux entre les ouvriers et les patrons sans que la lutte dépasse les limites de la branche d'industrie, de la ville ou même de l'usine en question. La mise à pied d'ouvriers organisés comme à Saint-Petersbourg, le chômage comme à Bakou, des revendications salariales comme à Odessa, des luttes pour le droit de coalition comme à Moscou, tout cela se produit tous les jours en Allemagne. Mais aucun de ces incidents ne donne lieu à une action de classe commune. Et même si ces conflits s'étendent jusqu'à devenir des grèves de masse à caractère nettement politique, ils ne déclenchent pas d'explosion générale. La grève générale des cheminots hollandais qui, malgré les sympathies ardentes qu'elle a suscitées, s'est éteinte dans l'immobilité absolue de l'ensemble du prolétariat, en fournit un exemple frappant.

Inversement ce n'est qu'en période révolutionnaire, où les fondements sociaux et les murs qui séparent les classes sociales sont ébranlés, que n'importe quelle action politique du prolétariat peut en quelques heures arracher à l'indifférence des couches populaires restées jusqu'alors à l'écart, ce qui se manifeste naturellement par une bataille économique tumultueuse. Les ouvriers brusquement électrisés par l'action politique réagissent immédiatement dans le domaine qui leur est le plus proche : ils se soulèvent contre leur condition d'esclavage économique. Le geste de révolte qu'est la lutte politique leur fait sentir avec une intensité insoupçonnée le poids de leurs chaînes économiques. Alors qu'en Allemagne la lutte politique la plus violente, la campagne électorale ou les débats parlementaires au sujet des tarifs douaniers n'ont qu'une influence minime sur le cours ou l'intensité des luttes revendicatives qui sont menées dans le même temps, en Russie toute action politique du prolétariat se manifeste immédiatement par une extension et une intensification de la lutte économique.

Ainsi c'est la révolution qui crée seule les conditions sociales permettant un passage immédiat de la lutte

économique à la lutte politique et de la lutte politique à la lutte économique, ce qui se traduit par la grève de masse. Le schéma vulgaire ne perçoit de rapport entre la grève de masse et la révolution que dans les affrontements sanglants où aboutissent les grèves de masse ; mais un examen plus approfondi des événements russes nous fait découvrir un

rapport *inversé* en réalité : ce n'est pas la grève de masse qui produit la révolution, mais la révolution qui produit la grève de masse.

(Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, chapitre 4, 1906)

Situation internationale

Partout la bourgeoisie prépare son appareil d'Etat pour contrer le prolétariat en lutte

1) Depuis des mois, voire depuis quelques années, un phénomène particulier, nouveau d'une certaine manière, a fait son apparition dans les dispositifs politiques de l'appareil d'Etat des pays capitalistes les plus développés : la généralisation de l'émergence de mouvements, partis, forces politiques d'extrême-droite, acquérant une force suffisante pour participer aux jeux politiques nationaux et y avoir une influence loin d'être marginale, une influence dont les autres forces politiques doivent tenir compte. Ces partis de droite "dure" s'affirment en opposition plus ou moins radicale aux gouvernements en place (qu'ils soient de droite ou de gauche), à "l'establishment", voire même au "système".

2) Ce phénomène, qui s'est quelque peu développé ces derniers temps, ne s'abat pas comme une infortune sur le capitalisme ; il est, au contraire, le fruit d'une politique consciente de la bourgeoisie qui, via notamment une propagande médiatique d'ampleur, cherche à faire d'une grenouille un bœuf, comme dans la fable. Ainsi, aux Etats-Unis, c'est un des sujets les plus en vogue avec l'apparition et l'intervention croissante du *Tea Party* dans la vie politique bourgeoise. Le même phénomène, sous des caractéristiques propres à chaque pays, se développe et s'affirme en Europe occidentale : c'est la séparation de la droite italienne au pouvoir, avec un Berlusconi qui se retrouve avec, pour seul allié, la Ligue du Nord autonomiste et xénophobe ; c'est aussi la "relance" de l'extrême-droite française avec la mise en avant, dans les médias, de la fille du vieux chef Le Pen ; et c'est l'accession au parlement... suédois - qui l'eut cru il y a encore quelques semaines ? - d'une extrême-droite dans ce pays. Ce sont les manifestations européennes les plus éclatantes de ce phénomène qui a cours aussi en Grande-Bretagne, en Belgique (certes sous une forme très particulière), aux Pays-Bas, etc.

3) Tous ces partis et "mouvements" se définissent par leur défense d'un nationalisme exacerbé, d'un retour aux frontières strictes, d'une politique d'autarcie et de protectionnisme économique, accompagnés d'un discours xénophobe et raciste. Pour la plupart ils tendent à rejeter ou à dénoncer les institutions internationales tels l'Union européenne, l'OTAN, le FMI, ainsi que les institutions

nationales : le gouvernement de leur pays, le parlement, leur politique "au service de l'étranger", etc... En d'autres termes, selon le battage actuel des politiques et des médias bourgeois, ils s'attaquent à la démocratie et la mettraient en danger.

4) Cette recrudescence de partis et mouvements de droite "radicale" et totalitaire n'a rien à voir avec la montée du fascisme telle que le capitalisme l'a connu dans les années 1930. *"Faire appel au fascisme après 1919, le capitalisme allemand se décomposant lamentablement ne le pouvait, d'autant plus que le prolétariat était là, menaçant. C'est pourquoi le putsch de Kapp est combattu par les fractions du capitalisme comme d'ailleurs par les Alliés qui comprennent l'aide inappréciable des social-traîtres (...)* Entre la démocratie, son plus beau fleuron : Weimar, et le fascisme, aucune opposition ne se manifesterait : l'une permettra l'écrasement de la menace révolutionnaire, dispersera le prolétariat, brouillera sa conscience, l'autre au terme de cette évolution sera le talon de fer capitaliste consacrant ce travail, réalisant rigidement l'unité de la société capitaliste sur la base de l'étouffement de toute menace prolétarienne." (Bilan 16, 1935).

5) Ces partis et mouvements auxquels la bourgeoisie octroie aujourd'hui une place dans le jeu politique n'ont pas pour vocation de prendre le pouvoir, de devenir des partis dirigeant les gouvernements (dans certaines circonstances particulières, ils peuvent tout au plus servir de force d'appoint, telle la Ligue du Nord en Italie, pour établir une majorité de gouvernement), à prendre seuls la place des partis dits "démocratiques" dans les gouvernements.

6) Leur vocation est tout autre. La mise en avant de ces fractions politiques par la bourgeoisie répond au besoin actuel qu'a cette dernière de disposer au sein de son dispositif politique étatique d'organisations "minoritaires", sans responsabilité gouvernementale, à la droite de son jeu politique pour jouer l'opposition à la "démocratie, tout comme elle a besoin de forces à la gauche de la social-démocratie, sans vocation à gouverner non plus, afin de couvrir le terrain social et entraver le développement des luttes ouvrières et le dégagement de la perspective révolutionnaire du prolétariat. Bien évidemment, les forces

de droite extrême ont une autre fonction que celle d'encadrer et mystifier la classe ouvrière sur le terrain de ses luttes.

7) En fait, face aux enjeux historiques qui se présentent à elle, la bourgeoisie - en premier celle des pays centraux du capitalisme - se doit d'adapter son appareil d'État, son dispositif politique étatique, à deux nécessités historiques fondamentales :

- face au développement dramatique, accéléré et brutal de la crise économique, les bourgeoisies nationales se trouvent contraintes de répondre par la seule "solution" que le capital comme un tout leur impose : la guerre impérialiste mondiale. En conséquence, ces bourgeoisies, en premier lieu celles qui sont les plus "éclairées", celles dont le capital est des plus développés, celles dont les intérêts impérialistes sont dominant dans le monde, sont contraintes de préparer la société à cette perspective, en mettant en avant des campagnes idéologiques d'ampleur qui accréditent l'idée que "la démocratie est en danger" et qu'il faut la défendre en resserrant les rangs derrière l'État capitaliste contre les pseudo-ennemis extérieur (le terrorisme) et intérieur (ceux que, aujourd'hui, l'on appelle faussement les "fascistes"). C'est donc pour représenter ce "danger intérieur" que la droite "radicale" trouve aujourd'hui une place dans le dispositif politique de la classe capitaliste ;

- en même temps, et toujours pour répondre à la crise de leur système mais cette fois-ci par rapport aux risques sociaux mortels que celle-ci impliquent, elles se doivent de soumettre le seul et véritable responsable de cette situation périlleuse, le prolétariat ; pour cela, elles disposent de forces de gauche, les syndicats et les gauchistes de toutes natures, dans l'opposition qui ont pour tâche de contrôler et museler les réactions ouvrières et, en fin de compte, d'abolir tout danger révolutionnaire.

8) Historiquement, il s'agit d'une situation historique inédite. *"C'est donc bien une nouvelle période qui s'est ouverte avec les événements du 11 septembre. Une rupture s'est opérée dans la situation internationale. La bourgeoisie mondiale est contrainte de prendre la direction d'une marche à la guerre généralisée et d'engager ouvertement des politiques qui visent à préparer la société à cette échéance. Mais cette direction toute entière concentrée sur la marche à la guerre de la part de la bourgeoisie a ceci d'atypique et d'inédit : elle se fait dans un contexte, une période historique où le prolétariat n'est défait ni physiquement, ni idéologiquement.*

C'est ce qui distingue fondamentalement la situation actuelle de celle qui prévalait dans les années 1930. Pour lancer toute la société dans des politiques de préparation à la guerre mondiale, la classe dominante avait dû préalablement faire subir une défaite totale au prolétariat international, tant au niveau physique qu'idéologique. Cela était passé notamment par la défaite de la vague

révolutionnaire initiée en Russie en 1917, au prix de très nombreux massacres d'ouvriers de par le monde, et par la trahison des partis du prolétariat (l'Internationale puis les PC) qui sont passés, au début des années 1930, avec armes et bagages dans le camp bourgeois.

Cette condition essentielle et première pour l'engagement dans une préparation à la guerre généralisée est aujourd'hui absente.

Certes, le prolétariat est loin d'avoir retrouvé toutes ses potentialités révolutionnaires dans la mesure où les 50 années de contre-révolution qu'il a connues ont encore un effet paralysant sur la conscience de la classe ouvrière et l'ont coupé de son expérience et de ses perspectives propres mais aussi dans la mesure où il subit encore actuellement un recul - lié, pour l'essentiel, à l'effondrement du stalinisme - qui a mis un coup d'arrêt à sa dynamique de lutte internationale qui était engagée depuis 1968. Mais cela n'a pourtant rien de comparable avec la situation des années 1930 où la classe ouvrière était massivement embrigadée derrière les drapeaux patriotiques et nationalistes et allait, dans son immense majorité, être sollicitée pour aller défendre la patrie les armes à la main.

Car ce n'est pas seulement d'une classe ouvrière « apathique » dont la bourgeoisie a besoin, c'est aussi et surtout une classe ouvrière totalement gagnée à la perspective guerrière qui lui est nécessaire. Une classe qui accepte le sacrifice quotidien de produire pour la guerre et qui renonce consciemment, délibérément à son unité d'intérêt par-delà les frontières pour prendre la défense, au prix de sa vie, du capital national qui l'opprime" (Bulletin 14 de la Fraction interne du CCI, Une nouvelle période s'ouvre, 2002).

9) Certes, nous n'en sommes pas encore là. Pour l'instant, et les attaques dues à l'aggravation de la crise concourent à cette situation, le prolétariat, dans ses grandes masses, n'en est pas au point de se préoccuper centralement de la défense de la démocratie, mais bel et bien de la défense de ses conditions de vie qui sont de plus en plus et dramatiquement remises en question. Le rôle agressif qu'est amenée à jouer l'extrême-droite contre la "démocratie" exprime justement cette volonté de la classe dominante d'écarter progressivement les ouvriers de leurs préoccupations de classe et de les rabattre vers le piège de la défense de l'État démocratique, vers le piège de la défense de la nation, donc vers la guerre.

11) Nous assistons donc à une sorte de "double polarité" du dispositif politique des bourgeoisies nationales qui correspond aux nécessités, elles aussi doubles, voire même contradictoires, pour celles-ci de s'orienter de manière décidée, d'une part, dans une marche vers la guerre impérialiste généralisée et, d'autre part, dans l'affrontement de classe contre le prolétariat.

Voilà pourquoi il convient pour les révolutionnaires de

combattre toutes les mystifications qui vont se développer sur des dangers soit-disant fascistes ainsi que celles que mettent en avant les forces de gauche à visage radical et "social" en vue d'encadrer, de saboter et de défaire, sur le terrain, les combats de classe du prolétariat. Si le prolétariat laisse faire ces forces de gauche, il court au devant de défaites de plus en plus cuisantes et démoralisantes ; et si,

de plus, il en venait à se laisser entraîner derrière la défense de l'Etat démocratique, contre un supposé danger fasciste, la porte serait ouverte à la "solution" bourgeoise, au massacre généralisé et sûrement à la fin de l'humanité.

Septembre 2010
FGCI

Plomb, mitraille, prison, Ainsi répond le Front populaire aux ouvriers de Barcelone osant résister à l'attaque capitaliste (Bilan 41, 1937, extraits)

Le 19 juillet 1936, les prolétaires de Barcelone, avec leurs poings nus, écrasèrent l'attaque des bataillons de Franco, armés jusqu'aux dents.

Le 4 mai 1937, ces mêmes prolétaires, munis d'armes, laissent sur le pavé bien plus de victimes qu'en juillet, lorsqu'ils doivent repousser Franco et c'est le gouvernement antifasciste - comprenant jusqu'aux anarchistes et dont le POUM est indirectement solidaire - qui déchaîne la racaille des forces répressives contre les ouvriers.

Le 19 juillet, les prolétaires de Barcelone sont une force invincible. Leur lutte de classe, affranchie des liens de l'État bourgeois, se répercute au sein des régiments de Franco, les désagrège et réveille l'instinct de classe des soldats : c'est la grève qui enrayer fusils et canons de Franco et qui brise son offensive.

*L'histoire n'enregistre que des intervalles fugitifs au cours desquels le prolétariat peut acquérir son autonomie entière vis-à-vis de l'État capitaliste. Quelques jours après le 19 Juillet, le prolétariat catalan arrive à la croisée des chemins : ou bien il entrait dans la **phase supérieure** de sa lutte en vue de la destruction de l'État bourgeois ou bien le capitalisme reconstituait les mailles de son appareil de domination. A ce stade de la lutte où l'instinct de classe ne suffit plus et où la **conscience** devient le facteur décisif, le prolétariat ne peut vaincre que s'il dispose du capital théorique accumulé patiemment et avec acharnement par ses fractions de gauche érigées en partis sous l'explosion des événements. Si, aujourd'hui, le prolétariat espagnol vit une aussi sombre tragédie, c'est dû à son immaturité à forger son parti de classe : le cerveau qui, **seul**, peut lui donner force de vie.*

*En Catalogne, dès le 19 Juillet, les ouvriers créent spontanément, sur leur terrain de classe, les organes autonomes de leur lutte. Mais, immédiatement, surgit l'angoissant dilemme : ou engager à fond la **bataille politique** pour la destruction totale de l'État capitaliste et parachever ainsi les succès économiques et militaires, ou bien laisser debout la machine oppressive de l'ennemi et lui permettre alors de dénaturer et de liquider les conquêtes ouvrières.*

*Les classes luttent avec les moyens qui leur sont imposés par les situations et le degré de tension sociale. En face d'un incendie de classe, le capitalisme ne peut même pas songer à recourir aux méthodes classiques de la légalité. Ce qui le menace, c'est l'**indépendance** de la lutte prolétarienne conditionnant l'autre étape révolutionnaire vers l'abolition de la domination bourgeoise. Le capitalisme doit donc renouer les fils de son contrôle sur les exploités. Ces fils, qui étaient précédemment la magistrature, la police, les prisons, deviennent, dans la situation extrême de Barcelone, les Comités des milices, les industries socialisées, les syndicats ouvriers gérant les secteurs essentiels de l'économie, les patrouilles de vigilance, etc.*

Ainsi, en Espagne, l'Histoire pose à nouveau le problème qui, en Italie et en Allemagne, a été résolu par l'écrasement du prolétariat : les ouvriers conservent à leur classe les instruments qu'ils se créent dans le feu de la lutte pour autant qu'ils les tournent contre l'État bourgeois. Les ouvriers arment leur bourreau de demain si, n'ayant pas la force d'abattre l'ennemi, ils se laissent à nouveau attirer dans les filets de sa domination.

*La milice ouvrière du 19 juillet est un organisme prolétarien. La "milice prolétarienne" de la semaine suivante est un organisme capitaliste approprié à la situation du moment. Et, pour réaliser son plan contre-révolutionnaire, la bourgeoisie peut faire appel aux centristes (2), aux socialistes, à la CNT, à la FAI, au POUM, qui, tous, font croire aux ouvriers que l'**Etat change de nature lorsque le personnel qui le gère change de couleur**. Dissimulé dans les plis du drapeau rouge, le capitalisme aiguise patiemment l'épée de la répression qui, le 4 mai, est préparée par toutes les forces qui, le 19 juillet, avaient brisé l'échine de classe du prolétariat espagnol.*

Le fils de Noske et de la Constitution de Weimar, c'est Hitler ; le fils de Giolitti (3) et du "contrôle de production", c'est Mussolini ; le fils du front antifasciste espagnol, des "socialisations", des milices "prolétariennes", c'est le carnage de Barcelone du 4 mai 1937.

Et, seul, le prolétariat russe riposta à la chute du tsarisme, par l'octobre 1917, parce que, seul, il parvint à construire son parti de classe au travers du travail des fractions de gauche.

(Article publié dans Bilan n° 41 – mai/juin 1937)

CAMP PROLETARIEN

Positions de base des Communistes internationalistes-Klasbatalo (ex-CIM) et les commentaires critique du PCI (Le Prolétaire)

Nous publions ci-après un communiqué des Communistes internationaliste de Montréal qui annoncent le changement de leur nom et l'adoption d'une plateforme politique. A sa suite, les camarades reproduisent les commentaires critiques que le PCI (Le Prolétaire) leur a adressés sur les points de leur plateforme. Les CI-Klasbatalo ont l'intention de répondre à ces commentaires. Nous ne manquerons pas de reproduire cette réponse dans un prochain bulletin et d'y adjoindre à notre tour nos commentaires. Néanmoins tout lecteur se rendra compte que les positions des camarades sont quasiment les mêmes que celles de la plateforme du CCI que nous continuons pour notre part à défendre fidèlement. Nous ne pouvons que nous en réjouir et cela invite nos deux noyaux à développer encore plus leur collaboration et leur intervention commune.

Mais aujourd'hui, nous voulons surtout souligner l'importance et le sérieux de la réaction du PCI (Le Prolétaire) même si nous ne partageons pas ses positions. Il est clair que l'accélération de la situation historique, tout particulièrement le développement des luttes ouvrières, exige et va inciter, pousser, les groupes et éléments révolutionnaires à débattre, à confronter leurs positions politiques, à commencer par leur positions programmatiques, participant ainsi à dégager les voies du futur parti mondial du prolétariat.

La FGCI.

Présentation des Communistes internationalistes de Montréal - aujourd'hui CI-Klasbatalo.

Les communistes internationalistes de Montréal modifient leur nom qui devient **Les communistes internationalistes - Klasbatalo!** En esperanto Klasbatalo! signifie « Lutte de classes ». Il y a deux raisons à cela. Premièrement l'action révolutionnaire d'internationalistes n'est pas limitée à une ville cela va de soi et deuxièmement la composition militante des communistes internationalistes - Klasbatalo! n'est plus limitée à la ville de Montréal.

Les communistes internationalistes - Klasbatalo! ont fait des ajouts à leurs positions de base.

Il a été précisé que le stalinisme était le résultat de l'isolement et de la dégénérescence de la révolution russe suite aux échecs des vagues révolutionnaires particulièrement en Allemagne en 1919-1923. Le stalinisme est aussi une idéologie bourgeoise (le maoïsme en étant une variante).

Une autre position a été ajoutée : le rejet de la démocratie bourgeoise. Ce n'est pas nouveau pour les cim (voir l'article [Un cirque de la noirceur et du mensonge : l'Assemblée nationale](#)) mais nous tenions à le mentionner dans nos positions de base.

Nous avons aussi précisé qu'autogestion et nationalisation ne sont que des formes que peut prendre le capitalisme donc qu'elles ne s'attaquent en rien aux rapports de production capitaliste.

Finalement la diffusion du programme communiste a pour but de conscientiser le prolétariat en classe pour soi. Le communisme nécessite **l'abolition consciente par la classe ouvrière** des rapports sociaux capitalistes. Pour cela nous rejetons toute attitude sectaire et de repli sur soi. Les idées de la Gauche communiste doivent être entendues au sein de notre classe.

Positions de base des Communistes internationalistes -Klasbatalo.

1 - La révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme mis en place dans les années 20 et après ne fut que la représentation idéologique de cette dégénérescence et de son isolement. Il s'est présenté comme le fossoyeur de la Révolution russe, instaurant un régime de capitalisme d'État centralement planifié comportant la doctrine du «socialisme dans un seul pays» que nous rejetons.

2 - Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est

un système social en décadence. Il n'a plus aucune valeur progressiste à offrir. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. La théorie de la décadence est un point de vue en mouvement qui permet d'entrevoir la direction que cherche à prendre le capitalisme mondial.

3 - Les ex-pays de l'est de l'Europe, la Chine, la Corée du Nord, Cuba, etc., n'ont jamais été des pays communistes quoiqu'en dise la propagande de la bourgeoisie, propagande stalinienne incluse. C'était et sont encore, pour certains, des pays où règne une forme spécifique du capitalisme d'État.

4 - La participation de la classe ouvrière au cirque électoral

et aux différents parlements est le meilleur moyen qu'a trouvé la bourgeoisie pour détourner le prolétariat de sa tâche historique : l'émancipation de l'ensemble de l'humanité. Tout comme le fascisme, la « démocratie bourgeoise » est un terrain où le prolétariat n'a aucune véritable place.

5 - Nous considérons les syndicats comme des organismes liés à l'État par mille et un fils, lois, subventions et concertations. Changer les directions syndicales ou essayer de transformer les syndicats est impossible tant leurs liens avec l'État capitaliste sont organiques. Ceci implique le rejet des syndicats rouges ou anarchistes.

6 - Nous rejetons les tactiques de « front uni », de « fronts populaires » et « anti-fascistes ». Toutes ces tactiques mélangent les intérêts du prolétariat à ceux des fractions de la bourgeoisie quelles qu'elles soient et ne servent ultimement qu'à détourner la classe ouvrière de ses objectifs révolutionnaires.

7 - Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont une véritable drogue pour les ouvriers. Elles visent à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres, cela pouvant aller jusqu'à la guerre.

8 - La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle

mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

9 - L'« autogestion » et la « nationalisation » de l'économie ne sont pas des moyens pour renverser le capitalisme puisqu'ils ne s'attaquent en rien aux rapports de production capitalistes. Ce ne sont en fait que des formes que peut prendre le capitalisme. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes et la création d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans frontières nationales ni armées professionnelles.

10 - Un premier pas vers ce but est l'organisation politique révolutionnaire des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union dans un parti politique international. Le rôle de ce parti ne sera pas de prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière mais de participer à l'unification et à l'extension de ses luttes ainsi qu'à leurs contrôles par les ouvriers eux-mêmes, et à la diffusion du programme communiste afin de conscientiser le prolétariat en classe pour soi. Seule la classe ouvrière dans sa totalité, à travers ses propres organes autonomes, par exemple les conseils ouvriers, peut instituer le socialisme. Cette tâche ne peut être déléguée, même pas au Parti de classe le plus conscient.

11 - La pratique révolutionnaire ne laisse aucune place à des attitudes de sectarisme et de repli sur soi. Nos idées doivent être entendues au sein de notre classe. Nous nous donnons comme mandat d'intervenir le plus souvent possible, selon nos forces réelles, au sein des différentes luttes de notre classe, afin d'échanger et de participer à la clarification du programme prolétarien, et à l'édification du parti révolutionnaire.

Commentaires critiques du PCI (Le Prolétaire) sur les positions de base de Klasbatalo

[Sur le point 1 : le caractère prolétarien de la révolution de 1917 en Russie¹]

La révolution en Russie fut **une révolution double** : une révolution anti-tsariste, bourgeoise, qui mûrissait depuis longtemps dans ce pays et dont la principale force motrice était la paysannerie, et une révolution anti-capitaliste, socialiste, dont la force motrice était la classe ouvrière et qui faisait partie d'une vague révolutionnaire prolétarienne internationale. Le pouvoir issu de la révolution était **politiquement prolétarien et socialiste**, mais il ne pouvait se maintenir que sur la base d'un **compromis avec la paysannerie**.

L'échec de la révolution internationale obligea le pouvoir prolétarien en Russie à essayer de résister en orientant le développement du capitalisme vers le capitalisme d'Etat et

en essayant de le contrôler. Mais c'est le capitalisme qui finit par **contrôler le pouvoir et le parti russes**. Le stalinisme ne fut pas seulement une « représentation idéologique » de la dégénérescence et de l'isolement : il représenta cette force politique qui mena en Russie la contre-révolution anti-prolétarienne et la réalisation de la révolution bourgeoise. Au niveau international il s'intégra dans la contre-révolution bourgeoise mondiale dont il fut l'un des acteurs décisifs par son rôle à l'intérieur du mouvement prolétarien.

[Sur le point 2 : la décadence du capitalisme]

La « théorie de la décadence » ne permet pas de comprendre l'évolution du capitalisme mondial. A l'époque de la première guerre mondiale, le capitalisme ne s'était encore implanté que sur une partie minoritaire de la planète

4. Mentions ajoutées par notre fraction

et même dans les pays capitalistes développés il restait d'importantes fractions de la population qui n'étaient pas de salariés (exemple : en France, en Italie, plus de la moitié de la population était encore dans les campagnes). Cela signifiait que le capitalisme avait objectivement devant lui de grandes possibilités de développement, s'il arrivait à surmonter la crise où il se trouvait (c'est-à-dire s'il réussissait à écraser la vague révolutionnaire prolétarienne (qui était d'ailleurs circonscrite en fait à une partie de l'Europe). Au prix de deux guerres mondiales, le capitalisme a pu redémarrer un très puissant cycle d'accumulation et s'étendre au monde entier.

[Sur le point 3 : la nature capitaliste d'Etat des pays dits "socialistes"]

Les jeunes pays qui ont conquis leur indépendance sur la vague des luttes anti-coloniales ont eu recours, de manière plus ou moins prononcée, en partie selon l'importance de la domination qui subsistait de l'ancienne puissance coloniale, à l'Etat pour suppléer au manque de capitaux locaux, en s'inspirant du « modèle » russe, comme seul moyen d'accélérer un développement capitaliste endogène. Dans la mesure où ce développement s'effectuait, ce « capitalisme d'Etat » inévitablement devait laisser la place à un capitalisme classique.

[Sur le point 4 : le rejet de la participation aux élections et de la démocratie bourgeoise]

Avant de détourner le prolétariat de **sa tâche historique**, la démocratie bourgeoise et le cirque électoral en le plongeant dans la collaboration de classe, l'empêchent de retrouver la voie de la lutte indépendante de classe, y compris pour défendre ses intérêts immédiats.

[Sur le point 5 : le rejet des syndicats comme organes de l'Etat bourgeois]

Les appareils syndicaux actuels sont effectivement complètement et irrémédiablement liés au réseau bourgeois de la collaboration entre les classes. Mais en quoi cette constatation de la situation des syndicats actuels permet-il de rejeter des « syndicats rouges » (qui n'existent pas) ou des « syndicats anarchistes » ? Pour leur lutte quotidienne de défense immédiate contre les capitalistes, les ouvriers ont besoin d'une organisation spécifique, **ouverte à tous ceux qui veulent défendre leurs intérêts de classe**. Cette organisation ne peut être une organisation **politique fermée**, le parti de classe, mais une organisation de type syndical. Sans doute cette organisation de lutte économique

[Sur le point 6 : le rejet du « front uni »]

Il faut distinguer : Le « front uni politique » s'adressant aux partis ouvriers réformistes, c'est-à-dire soumis à la bourgeoisie, sont à condamner comme les fronts antifascistes et populaires. Le « front uni syndical » s'adressait à des organisations syndicales qui étaient alors encore indépendantes et gardaient un caractère de classe :

c'est pourquoi notre courant le soutenait. Aujourd'hui, avec les syndicats actuels, ce n'est plus possible. Le « front uni à la base » s'adresse aux prolétaires, qu'ils soient ou non adhérents à tel ou tel parti, pour une lutte précise, sans impliquer aucun accord politique au sommet entre différents parts ; En Italie ce pouvait être la défense armée contre les fascistes des sièges des partis et organisations « ouvrières », y compris des partis réformistes. Un « front uni » de ce type n'est pas à rejeter aujourd'hui.

[Sur le point 7 : le rejet des luttes de libération nationale]

Il faut distinguer entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés. Les décennies de l'après-guerre ont vu les prolétaires participer aux côtés de millions de paysans aux luttes anti-colonialistes et d'indépendance nationale, c'est-à-dire à des révolutions bourgeoises : ils ont eu raison ! Le prolétariat ne peut se désintéresser de révolution bourgeoise, se mettre de côté, comme le préconisaient les mencheviks en Russie : il doit y participer en luttant pour conserver ou conquérir son indépendance de classe, s'efforcer de pousser cette révolution jusqu'au bout, et si possible, s'il est organisé en parti, essayer d'en prendre la tête pour pousser à sa propre révolution internationale : tactique définie par Marx et Engels pour l'Allemagne de 1848-1850 appliquée par les bolcheviks en Russie.

Aujourd'hui le cycle des luttes révolutionnaires d'indépendance nationale – révolutions bourgeoises – est historiquement clos à l'échelle de la planète. Mais il reste et il restera toujours tant qu'existe le capitalisme des **oppressions nationales**, et **des luttes contre ces oppressions**. Les communistes ne sont pas indifférents vis-à-vis de cette oppression : ils luttent **contre toutes les oppressions**, y compris donc l'oppression nationale, mais en les intégrant dans (et les subordonnant à) la lutte prolétarienne de classe, plus précisément dans la perspective de l'union des prolétaires de tous les pays.

[Sur le point 8 : les conseils ouvriers comme organes de la dictature du prolétariat]

Pour faire la révolution et pour exercer sa dictature, le prolétariat a besoin de son parti politique : sans la direction du parti, il ne peut y avoir de victoire de la révolution ni de dictature du prolétariat victorieuse. Cette leçon fondamentale différencie les marxistes des libertaires et semi-libertaires

[Sur le point 9 : le rejet de l'autogestion et la nécessaire abolition des rapports capitalistes, des classes et de l'Etat]

L'abolition des rapports capitalistes nécessite d'abord la révolution politique, c'est-à-dire la prise du pouvoir par le prolétariat, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration d'un **Etat Proletarien**, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat. Cet Etat proletarien, cette dictature du prolétariat, est indispensable pour exproprier politiquement et socialement l'ancienne classe dominante

et « neutraliser » les classes moyennes, pour déraciner progressivement le mode de production capitaliste. On ne peut passer **directement** du capitalisme au communisme, on ne peut sauter par dessus par cette **phase intermédiaire** qui sera aussi celle de la guerre civile internationale.

[Sur le point 10 : le parti]

Le parti est l'**organe** sans lequel le prolétariat ne peut prendre et exercer le pouvoir. Ce parti a une fonction **dirigeante** dans la lutte révolutionnaire et l'exercice du pouvoir. Les autres formes et organes prolétariens (syndicats, soviets, etc.) ont un rôle **secondaire** par rapport à cet organe suprême.

Seul le parti qui se constitue sur la base du programme communiste historique du prolétariat et qui ne regroupe qu'une minorité de la classe, peut diriger et unifier celle-ci, c'est-à-dire l'arracher à la domination de la bourgeoisie. La grande masse du prolétariat fera la révolution sans avoir une idée claire du but final et de la marche à suivre, etc. : ce n'est qu'**après** la révolution et quand la bourgeoisie aura perdu son pouvoir sur la société que les masses les plus larges pourront accéder à cette « conscience ». Marx : la révolution est nécessaire au prolétariat pour qu'il se libère de tout le vieux fardeau qui pèse sur son dos...

[Sur le point 11 : la fonction et l'intervention des révolutionnaires]

Les communistes interviennent dans les luttes et la vie du prolétariat, mais **pas pour clarifier le programme** ! Le programme du parti, le marxisme, est le condensé des grandes luttes et expériences historiques de classe du prolétariat, pas des escarmouches contingentes et limitées d'aujourd'hui ! Ce programme est l'arme la plus précieuse du prolétariat, il ne peut être soumis à une discussion démocratique et à une révision perpétuelle selon les suggestions passagères du moment, à plus forte raison quand l'influence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie domine de façon écrasante le prolétariat lui-même ! Ce programme doit être compris, assimilé et défendu de façon intransigeante par les militants qui veulent se placer sur le terrain et contribuer au ressurgissement du prolétariat révolutionnaire. C'est un objectif difficile à atteindre car il nécessite de rompre avec tous les préjugés et l'idéologie inculqués par le multiforme et ultra-puissant appareil de propagande bourgeois. Mais c'est ce qu'il faut faire avant de vouloir faire entendre ses « idées » et « conscientiser » les prolétaires...

LÉNINE ET L'OPPORTUNISME

*Et maintenant nous demandons : qu'ont donc apporté de nouveau à cette théorie ces tonitruants "rénovateurs" qui font tant de tapage à l'heure actuelle et qui se groupent autour du socialiste allemand Bernstein ? **Absolument rien** ! Ils n'ont pas fait avancé d'un pas la science que Marx et Engels nous ont recommandé de développer ; ils n'ont enseigné au prolétariat aucun nouveau procédé de lutte ; ils n'ont fait que reculer en empruntant les bribes de théories arriérées et en prêchant au prolétariat non pas la théorie de la lutte mais celle des concessions ; concessions aux pires ennemis du prolétariat, aux gouvernements et aux partis bourgeois qui cherchent inlassablement de nouveaux moyens de traquer les socialistes. (...)*

*Nous savons que ces mots nous vaudront une avalanche d'accusations ; on criera que nous voulons faire du Parti socialiste un ordre d'"orthodoxes", persécutant les "hérétiques" qui s'écartent du "dogme", qui ont une opinion indépendante, etc. Nous les connaissons toutes ces phrases cinglantes à la mode. Mais elles ne contiennent pas un grain de sens ni de vérité. Il ne saurait exister de Parti socialiste fort sans une théorie révolutionnaire qui unisse tous les socialistes, d'où ils tirent toutes leurs convictions et qu'ils appliquent à leurs méthodes de lutte et à leurs moyens d'action. Défendre une telle théorie, que l'on considère comme profondément vraie, contre les attaques injustifiées et les tentatives de l'altérer ne signifie nullement qu'on soit l'ennemi de **toute** critique. Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes **doivent** faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie.*

(Lénine – Notre programme - 1899)

LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

Comme nous le soulignons dans l'article "éditorial" de ce bulletin, il est deux dimensions de la situation historique actuelle qui interviennent dans le développement et l'établissement du rapport de forces entre les classes : le développement des luttes massives en réponse à la crise ; et la capacité du camp prolétarien, des groupes politiques communistes, à être à la hauteur de leur tâche face au développement de cette situation, tant du point de vue immédiat - l'intervention vis-à-vis de la classe ouvrière - que du point de vue historique - le regroupement de leurs forces et la constitution du parti mondial du prolétariat. Nous ne doutons pas que nombreux sont ceux qui doutent, voire nient, que l'état du camp prolétarien aujourd'hui puisse déjà intervenir dans le rapport de forces entre les classes. Il est vrai que, pour l'essentiel, la faiblesse des forces communistes ne permet pas encore à celles-ci d'être un facteur déterminant dans la dynamique qui mène aux confrontations massives - ce qui ne veut pas dire qu'elles ne puissent pas jouer ce rôle, même aujourd'hui, dans certaines situations particulières. Pourtant le développement des luttes ouvrières ne peut manquer de favoriser l'émergence de nouvelles générations d'ouvriers et de militants en recherche de cohérence révolutionnaire et leur regroupement, au moins en terme d'écoute, de référence, de réflexion, de clarification théorique et politique, voire d'orientations concrètes et de mots d'ordre immédiats, autour des positions des groupes de la Gauche communiste. Que des minorités significatives se rassemblent autour du camp prolétarien et se prononcent sur les perspectives historiques du communisme est un enjeu de la situation, un élément du rapport de forces entre les classes. Que les positions communistes soient présentées, donc présentes, et défendues de la façon la plus large et la plus unie possible en font un élément de la situation, un élément fondamental, en faveur du prolétariat, du rapport de forces dans la lutte des classes.

Encore faut-il que ce camp prolétarien soit à la hauteur de sa tâche, soit en condition de cristalliser ses énergies révolutionnaires autour des positions politiques communistes marxistes, des positions de classe du prolétariat. Malheureusement, l'état du camp prolétarien aujourd'hui ne lui permet pas d'être à la hauteur de l'enjeu historique. Le PCI (Le Prolétaire), à ce jour, est bien trop faible et prisonnier de ses positions de base (cf. ses commentaires critiques à la plateforme des CI-Klasbatalo dans ce numéro) marquées par le dogmatisme et le sectarisme. La TCI (ex-BIPR) reste encore, selon nous, trop timorée, trop frileuse, incapable de pleinement mesurer sa responsabilité et d'assumer la place centrale que l'histoire lui a assignée à ce jour, dans le processus qui doit mener au regroupement, à la clarification politique et à la constitution du parti. Quant au CCI... il est devenu le cheval de Troie qui permet à des positions politiques, pour le moins non-prolétariennes (celles de l'anarchisme), de s'infiltrer au sein du camp communiste !

Voilà pourquoi, nous maintenons que la lutte contre l'opportunisme (qui frappe aujourd'hui plus particulièrement cette organisation) représente une priorité pour les forces communistes. Défendre la théorie du prolétariat, le marxisme, contre ses travestissements et contre la révision ou la trahison, défendre la tradition de la Gauche communiste aujourd'hui directement attaquée, n'est pas de la seule responsabilité des militants et sympathisants du CCI, mais aussi celle de toutes les composantes du camp prolétarien. Demain, l'opportunisme reviendra frapper sous une forme ou sous une autre et l'expérience du combat théorico-politique que nous menons servira de nouveau comme les combats passés de Marx, de Lénine, de Rosa Luxemburg, et des fractions de gauche de l'IC nous servent aujourd'hui. Si la dérive opportuniste du CCI est un facteur négatif de l'établissement du rapport de forces entre les classes, nous sommes convaincus que le combat contre celle-là est et sera un élément, un facteur actif, de ce rapport de forces en faveur du prolétariat.

Nous revenons donc ici, comme nous en avons l'habitude, sur le dernier congrès de la section en France du CCI et sur le bilan que cette organisation en a fait dans sa presse. Et surtout, vu l'incroyable ouverture à l'anarchisme qui est en train d'être imposé, visiblement sans aucun réel débat en son sein, nous publions une lettre ouverte aux militants de cette organisation pour les inciter à sortir de leur léthargie, à réagir à cette dérive accélérée et, au moins, à rester fidèles à cette plateforme politique que nous partageons.

Nous y joignons à la suite le courrier que nous avons envoyé à la CWO (groupe britannique de la Tendance Communiste Internationaliste) les appelant à intervenir dans ce processus de dégénérescence accéléré.

La FGCI.

Le 19^{ème} congrès de *Révolution internationale* ? Des abandons politiques qui mènent vers le camp de la bourgeoisie

Révolution internationale, dans le numéro 415 (septembre 2010) de son journal, vient de publier un compte-rendu de son dernier congrès. Depuis notre exclusion de cette organisation (mars 2002) jusqu'au 17^{ème} congrès du CCI en 2007, tous les congrès, surtout "internationaux", ont été des étapes importantes de la dynamique opportuniste de cette organisation, remettant en cause des positions politiques fondamentales du CCI, de la Gauche communiste et du marxisme⁵. "Aujourd'hui, disions-nous⁶ à propos du précédent congrès en 2008 (cf. le bulletin 44 de la FICCI), *le 18^e congrès de RI fait pâle figure en comparaison. Aucune innovation. Aucune liquidation particulière. Aucun pseudo-appfondissement théorique. Ou politique. Aucun débat réel. Aucune perspective avancée. Ni pour la classe ouvrière - en particulier face à la question de la guerre impérialiste. Ni pour les minorités révolutionnaires. Rien. Le CCI opportuniste de la liquidation n'a plus rien à dire au prolétariat. Il n'a plus rien à dire aux forces vives de la Gauche communiste, aux éléments dynamiques qui s'en rapprochent. Il ne sert qu'à détourner, déformer et dévitaliser de nouvelles énergies militantes et à donner une fausse virginité révolutionnaire aux gauchistes de tous poils. Les travaux du 18^{ème} congrès de sa section en France en sont la brillante illustration*". Il en avait été de même pour le 18^{ème} congrès du CCI l'an dernier, au point que nous n'avions pas jugé utile de prendre position sur son compte-rendu.

Si la dernière partie de notre conclusion de 2008 a été largement confirmée depuis, au point que le CCI d'aujourd'hui en arrive à défendre ouvertement la collaboration avec des organisations ouvertement gauchistes et syndicalistes (en particulier anarchistes, mais pas uniquement), il convient néanmoins de constater que cette organisation a de nouveau beaucoup d' "originalités" à mettre en avant.

Incohérences et contradictions marquent la perte de toute pensée communiste

En premier lieu, les incroyables contradictions et incohérences au niveau des analyses contenues dans le bilan qui nous est présenté dans le journal, laisse apparaître un appauvrissement considérable de la pensée du point de vue marxiste, du point de vue du prolétariat ; et un oubli - parfois une disparition - des positions fondamentales du CCI. Il ne s'agit pas là du plus grave. Néanmoins commençons par là en suivant la présentation qui nous est

faite.

D'entrée, la discussion du congrès sur la question de la crise du capitalisme vient révéler non seulement une perte de boussole politique qui s'est installée depuis presque une décennie, mais surtout l'abandon du marxisme et la trahison de la position du CCI sur la crise et la décadence du capitalisme : "*la bourgeoisie mondiale n'a pas d'autre solution à l'endettement que de poursuivre sa politique d'endettement des États. Un débat s'est développé, et doit se poursuivre dans le CCI, autour des limites objectives de cet endettement*". Prendre comme point de départ d'une clarification politique sur la crise économique "*des limites objectives*", c'est-à-dire poser en soi la question de la crise, au plan économique, repose sur l'idée d'un effondrement automatique du capitalisme sans intervention de la lutte des classes. Cette tendance était déjà apparue lors des années 1990 au sein du CCI, défendue en particulier par des militants qui constituaient déjà le noyau de la "faction liquidationniste". Cette façon de poser la question avait été alors rejetée par toute l'organisation. Elle est étroitement liée, au moins dans sa démarche anti-marxiste, idéaliste, petite-bourgeoise, à la théorie de la décomposition du capitalisme (telle qu'elle a été développée par cette même "faction") - théorie sur laquelle, par ailleurs, le CCI reste aujourd'hui étrangement discret. Avec cette vision non-marxiste, il n'est donc pas étonnant que la question de la guerre impérialiste et de l'alternative "guerre ou révolution" soit, encore une fois, complètement absente des débats du congrès et de ses conclusions. Alors même que l'aggravation dramatique de la crise économique vient accentuer encore l'actualité de cette perspective comme "issue politique" vers laquelle le capitalisme est inévitablement entraîné, au point que les différentes bourgeoisies des principales puissances impérialistes s'y préparent activement. Mais il est vrai, relevons quand même la "cohérence", ou plutôt la mécanique opportuniste, que la théorie de la décomposition avait amené le CCI des années 2000 à rejeter l'alternative historique "guerre ou révolution" (15^{ème} congrès international) et toute possibilité d'une 3^{ème} guerre impérialiste mondiale (17^{ème} congrès).

Cette vision et compréhension de la crise est contradictoire avec la plateforme politique de cette organisation : "*La crise de surproduction (...) est devenue aujourd'hui permanente (...). La seule chose que le capitalisme puisse aujourd'hui étendre dans le monde, c'est la misère humaine absolue, comme celle que connaissent les pays du tiers-monde. La concurrence entre les nations capitalistes ne peut, dans ces conditions, que devenir de plus en plus implacable. L'impérialisme, politique à laquelle est contrainte, pour survivre, toute nation quelle que soit sa taille, impose à l'humanité d'être plongée depuis 1914 dans un cycle de crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise*"

5. Un résumé de ces trahisons politiques se trouve dans notre texte *Le combat de notre fraction contre la dérive du CCI (lettre à un sympathisant du CCI)* du bulletin 49 de la Fraction interne du CCI : http://www.fractioncommuniste.org/ficci_fra/b49/b49_5.php
6. http://www.fractioncommuniste.org/ficci_fra/b44/b44_9.php

(pt. 3 de la plateforme du CCI, nous soulignons). Il est vrai aussi que le 16^{ème} congrès du CCI, en 2005, a rejeté l'existence de ce cycle. Il y aurait, sur ce point, une certaine cohérence, cohérence dans la remise en question des positions du CCI, si elle était clairement assumée dans ses conséquences théorique, politiques et pratiques, notamment par la révision de la plateforme du CCI !

Mais, au niveau incohérence, le meilleur est à venir. La présentation des discussions du congrès sur l'évolution de la lutte des classes est, à ce niveau, un sommet, manifestant une perte de boussole complète. Et au-delà des contradictions sur le plan de l'"analyse", elle vient exprimer les différentes remises en cause de positions fondamentales du CCI sans même qu'aucun militant semble s'en apercevoir...

Le texte évoque la discussion sur la situation de la lutte des classes au niveau international, puis au niveau de la France. Déjà là, apparaît une incohérence qui montre le degré de "sérieux" de la préparation et du déroulement du congrès quant à l'appréciation de la situation. D'un côté, on nous explique que *"les débats sur la dynamique actuelle de la lutte de classe et ses perspectives pour les deux années à venir ont mis en évidence les difficultés auxquelles est confrontée la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale, notamment la France. (...) Le chômage, et la peur des licenciements, constituent un facteur de paralysie qui ne peut être surmonté immédiatement et nécessite que le prolétariat retrouve progressivement son identité de classe et sa confiance en lui-même"* au point qu'"un processus de maturation est donc indispensable pour que puissent surgir des luttes massives". De l'autre côté, on s'enorgueillit que *"les débats du Congrès ont également mis en évidence que la bourgeoisie des pays industrialisés et, notamment la bourgeoisie française, redoute le surgissement de ces luttes massives"* au point qu'en France, *"le spectre des luttes massives hante la bourgeoisie. Une bourgeoisie affaiblie par les bourdes successives et de plus en plus impopulaires de Sarkozy. C'est la raison pour laquelle la classe dominante marche sur des œufs"*. Cette dernière "analyse" est à rapprocher de celle que le CCI avait avancée dans ses *Thèses sur le mouvement étudiant (Revue internationale 125, 2006)* selon laquelle le gouvernement français avait complètement paniqué face au mouvement étudiant contre le CPE⁷. Si nous comprenons bien ce qu'a dit le congrès, la bourgeoisie française, qui *"marche sur des œufs"*, se trouverait confrontée à la possibilité de luttes massives dont les conditions pour leur réalisation n'existeraient pas - *"notamment en France"* ! Reconnaissons-le humblement, la subtilité "dialectique" de ce raisonnement contradictoire nous échappe et doit égarer plus d'un militant et d'un sympathisant du CCI

d'aujourd'hui s'il en est de véritablement et sincèrement sérieux.

Suite de l'abandon des positions du CCI, les unes après les autres...

Nous laisserons de côté, ici, la soi-disant discussion du congrès sur la différence *"entre grève de masse et luttes massives"*. On peut présumer que, devant la vacuité de véritables débats et confrontations politiques, quelqu'un aura cherché et "trouvé" un sujet "d'approfondissement" tout aussi vide de sens politique. Par contre, une fois de plus, le CCI devenu opportuniste, oubliant ses acquis des années 1970 et 1980, ne cesse d'introduire des préalables au développement du combat de classe : pour que surgissent *"des luttes massives"*, il faut qu'existe préalablement *"un processus de maturation"* dans la classe ; et l'apparition de *"la grève de masse"* exige, auparavant, *"un certain niveau (???) de politisation (???) des luttes"*. La position qu'a toujours défendu le CCI rejette cette vision en affirmant avec Rosa Luxemburg que, dans la période de décadence du capitalisme, *"la grève de masse apparaît ainsi (...) comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel de développement capitaliste et des rapports de classe"* (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*).

Le préalable de la "maturation", c'est-à-dire le préalable de la prise de conscience, au développement de la lutte ouvrière, le préalable de la "politisation" - toujours et encore la prise de conscience - pour la grève de masse, réintroduit la vision idéaliste, conseilliste, économiste si l'on préfère, de la séparation entre lutte économique et lutte politique. Or, dans la grève de masse, *"l'élément économique et l'élément politique (...) sont indissolublement liés (...)".* Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas, mais elle s'étend, s'organise, et s'intensifie parallèlement. Il y a interaction complète entre les deux" (idem). Le préalable de la "politisation" - concept pour le moins confus - tend à nier que toute lutte ouvrière, même la plus petite et limitée, est nécessairement, inévitablement, aussi une lutte politique dans la mesure où, dans la période de décadence du capitalisme, *"l'organisation de l'exploitation du prolétariat cesse d'être une affaire entre patrons d'entreprises et ouvriers, pour devenir celle de l'Etat et de mille rouages nouveaux créés pour l'encadrer, gérer, vider en permanence de tout danger révolutionnaire, la soumettre à une répression aussi systématique qu'insidieuse"* (Plateforme du CCI, pt.6). C'est-à-dire que même dans toute lutte immédiate et locale, les ouvriers se trouvent confrontés à l'ensemble de la classe capitaliste, à son Etat et particulièrement à ses organes au sein de la classe que sont les syndicats ce qui signifie que la dimension politique de la lutte est nécessairement présente et qu'elle est même déterminante, ne serait-ce que dans la définition des revendications purement "économiques". Aujourd'hui, les

7. cf. notre critique d'alors à ces *Thèses* : http://www.fractioncommuniste.org/ficci_fra/b38/b38_4.php#sdfootnote4sym

difficultés que rencontrent le prolétariat pour le développement de ses luttes sont essentiellement d'ordre politique et les obstacles sont des obstacles politiques.

Tout ceci appartient aux leçons du mouvement ouvrier et que le CCI avait su se réapproprié tout au long de son histoire au prix bien souvent de... difficiles batailles organisationnelles. Aujourd'hui, ces leçons sont abandonnées.

Mais le plus grave n'est pas tant l'existence d'incohérences et de contradictions manifestes, ni les oublis de certains acquis politiques, mais plutôt ce qu'ils révèlent : à savoir des remises en cause, des trahisons en fait, de positions fondamentales du CCI et du marxisme. En effet, selon l'actuel CCI, *"la classe ouvrière, malgré son énorme mécontentement, éprouve une hésitation à s'engager dans des luttes massives. Ce relatif débousolement est dû au coup de massue qu'elle subit et qui, dans un premier temps, ne peut que renforcer ses hésitations à engager le combat pour la défense de ses conditions de vie"*. Le coup de massue en question n'est que les attaques massives au plan économique que la classe ouvrière subit actuellement. Dans les années 1970, le CCI "saluait" la crise économique car il estimait qu'elle présentait justement les conditions, "l'allié", pour le développement des luttes ouvrières. Aujourd'hui il estime que les attaques sont devenues un frein à la lutte !

Bien évidemment, loin de nous l'idée selon laquelle le prolétariat n'éprouve pas des difficultés, voire quelques hésitations, pour développer son combat. Au niveau superficiel et immédiat, ces problèmes sont surtout le résultat des manœuvres des syndicats - en particulier avec la tactique d'étouffement de la combativité croissante que constituent l'organisation par ces syndicats de grandes "journées d'action", notamment en Europe. Mais, plus profondément, ils sont la manifestation d'une conscience de classe affaiblie et en recul, conséquence des campagnes anti-communistes mensongères, qui ont fait suite à l'effondrement de l'URSS et du stalinisme, et au renforcement de l'idéologie démocratique qui les a accompagnées.

Derrière l'idée "originale" qui est ici introduite et selon laquelle la crise serait un frein à la lutte ouvrière, il y a une remise en cause de la position de toujours du CCI et du marxisme.

Au tour de la Critique de la théorie des maillons faibles d'être liquidés

Plus manifeste encore, se trouve la remise en cause de la *"critique de la théorie du maillon faible"* que notre organisation avait réalisée au cours des années 1980 et qu'elle était la seule à défendre au sein du camp prolétarien⁸. Cette remise en cause n'est pas explicite mais

pourtant bel et bien en cours. Elle est notamment liée à la politique opportuniste de recrutement sans principe que le CCI réalise, depuis plusieurs années maintenant, dans les pays de la périphérie. Nous avons déjà dénoncé sa collaboration avec le groupe gauchiste et syndicaliste OPOP au Brésil. Depuis lors, cette politique s'est notablement accélérée. Et le contre-coup de cette ouverture au gauchisme, de ces "succès" dans le recrutement, a été particulièrement rapide et néfaste, se manifestant par une accélération du processus de dégénérescence de cette organisation. Aujourd'hui, on en est à la révision des positions d'origine du CCI et même de l'histoire du mouvement ouvrier - comme on peut le voir dans plusieurs articles récents de sa presse qui ré-écrivent notamment l'histoire concernant la relation du marxisme avec l'anarchisme.

En effet, il apparaît que la politique de "pêche à la ligne" pour de nouveaux recrutements n'ait pas le même succès en Europe que dans le reste du monde : *"sur le plan de l'affluence de nouveaux contacts, nous avons pu constater un certain décalage entre les pays d'Europe occidentale et les zones de la périphérie (notamment l'Amérique latine)"*. A cela plusieurs raisons que nous n'entendons pas développer ici mais qui toutes ont trait au rapprochement du CCI d'avec le gauchisme et la bourgeoisie. Mais il fallait bien que le CCI, pour sa part, en trouve une.

Apparemment, *"le Congrès n'a pas dégagé une totale homogénéité dans l'analyse des causes de ce décalage"*. Mais *"une analyse a été avancée et mérite une réflexion plus approfondie : l'Europe occidentale a été le théâtre de deux guerres mondiales et de la contre révolution la plus profonde de l'histoire avec l'écrasement sanglant de la révolution en Allemagne au début des années 1920. Ces événements tragiques ont provoqué un profond traumatisme dont les séquelles marquent encore aujourd'hui le prolétariat des pays d'Europe occidentale. C'est ce qui pourrait expliquer le poids très fort des illusions démocratiques dans cette région du monde, de même que la méfiance à l'égard des groupes se réclamant de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. C'est également dans cette partie de la planète que les campagnes anti communistes, consécutives à l'effondrement de l'URSS et des régimes staliniens, ont eu le plus grand impact. Les organisations révolutionnaires appartenant au courant de la Gauche communiste inspirent donc encore une certaine méfiance"*.

Le fait qu'il n'y ait pas homogénéité signifie qu'il y a certainement quelques militants qui ont encore en mémoire la *critique de la théorie du maillon faible* et qu'ils veulent y rester fidèles. Si tel est le cas, il faudra qu'ils engagent un combat politique car, à la lecture du texte sur le congrès, l'abandon de cette position est déjà bien avancée dans les rangs de l'organisation. En effet, l'abandon s'est déjà largement introduit, au moins dans ce congrès, dans l'explication des difficultés du prolétariat à lutter et dans la

8. cf. - par exemple - *Revue internationale* 31, *Le prolétariat d'Europe de l'Ouest au coeur de la lutte de classe*, 1982.

question de la nécessaire... *maturation* pour dépasser "les difficultés auxquelles est confrontée la classe ouvrière des pays d'Europe occidentale, notamment la France". Alors même que, dans les pays de la périphérie du capitalisme, "cette maturation s'exprime déjà par les luttes ouvrières qui se sont développées récemment, notamment celles des travailleurs de Tekel en Turquie, particulièrement significatives de la dynamique de la lutte de classe à l'échelle internationale".

L'analyse "avancée" est en complète opposition avec la critique de la *théorie du maillon faible*. Tous les arguments avancés pour justifier le "décalage" entre pays de la périphérie et pays d'Europe, le retard de ces derniers, tant dans l'apparition de nouveaux militants que dans le développement des luttes ouvrières, sont justement les arguments qui servaient à fonder notre rejet de la *Théorie des maillons faibles* qu'a notamment développé Lénine : "Ce n'est qu'au moment où la lutte prolétarienne touchera le cœur économique et politique du dispositif capitaliste, lorsque la mise en place d'un cordon sanitaire économique deviendra impossible, car ce seront les économies les plus riches qui auront été touchées, lorsque la mise en place d'un cordon sanitaire politique n'aura plus d'effet parce que ce sera le prolétariat le plus développé qui affrontera la bourgeoisie la plus puissante, c'est alors seulement que cette lutte donnera le signal de l'embrassement révolutionnaire mondial. (...) Ce n'est donc qu'en Europe occidentale, là où le prolétariat a la plus vieille expérience des luttes, où il est confronté d'ores et déjà depuis des décennies à ces mystifications « ouvrières » les plus élaborées, qu'il pourra développer pleinement sa conscience politique indispensable à sa lutte pour la révolution" (*Revue internationale* 31, 1982).

Nous nous limiterons ici à deux questions fondamentales pour le développement de la conscience de classe dans les grandes masses du prolétariat qui viennent, ô combien, défendre la validité de la position de toujours du Courant. La question de l'expérience de la révolution et de la contre-révolution d'une part, et celle des deux guerres mondiales. La nouvelle analyse avancée au congrès les présentent comme des facteurs négatifs défavorisant la prise de conscience de classe puisqu'ils entraveraient le développement des contacts en Europe. Or c'est justement le contraire : l'expérience directe du prolétariat européen (et donc de ses minorités d'avant-garde) de la contre-révolution - et qui dit contre-révolution dit aussi révolution -, en particulier l'expérience et les combats passés contre la social-démocratie et le stalinisme, tout comme la cruelle expérience des guerres mondiales, vécue dans sa chair - dans la chair des parents et grands-parents des prolétaires européens d'aujourd'hui - sont encore vivantes ; tout cela a une résonance dans la conscience des prolétaires et encore plus dans celle des éléments d'avant-garde et sert ainsi de point d'appui aux organisations communistes tant dans leur politique vis-à-vis des

nouveaux individus révolutionnaires que dans leur propagande et intervention vis-à-vis des grandes masses du prolétariat.

On voit là, dans cette question, comment l'abandon de l'alternative guerre ou révolution lors du 15^{ème} congrès du CCI en 2003 et sa conséquence le rejet de toute possibilité de nouvelle guerre impérialiste généralisée lors du 17^{ème} congrès en 2007, ont de graves et profondes conséquences politiques sur l'ensemble des positions du CCI.

Un congrès exprimant le tournant vers la bourgeoisie

Quoiqu'il en soit de la validité de notre *Critique de la théorie du maillon faible*, toujours d'actualité pour nous, il importe de relever que le CCI remet en cause encore une fois, sans le dire, une de ses positions de base qui fondait largement ses orientations et ses interventions politiques. Cette dérive, qui mène à l'abandon de ses positions de classe, ne peut mener ce CCI-là que vers le camp ennemi. Ce processus est infaillible sauf si, déjà aujourd'hui, des militants en son sein se ressaisissent enfin et décident cette fois-ci d'engager une véritable confrontation politique, c'est-à-dire un véritable "débat" qui ne peut être qu'un combat. Nous en doutons fort car la liquidation actuelle de cette position n'est que la résultante inévitable, quasi-mécanique, des abandons précédents. Défendre la *Critique de la théorie du maillon faible* de manière cohérente implique de revenir sur la question de la guerre impérialiste généralisée, son rôle dans le développement de la conscience dans la classe, donc revenir sur l'abandon de l'alternative - propre à la période de décadence du capitalisme - guerre ou révolution ; donc revenir aussi sur l'abandon du cycle *crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise* qui fonde la théorie de la décadence du capitalisme ; cela implique aussi de réaffirmer les positions et la méthode de compréhension du CCI des années 1970-1980 sur le développement de la lutte des classes, donc revenir sur le tournant conseillisto-anarchiste qui marque cette dernière décennie. Bref défendre cette position au sein du CCI actuel implique de revenir sur ce qui fonde les multiples abandons, à savoir la théorie de la décomposition que les liquidationnistes du CCI, eux-mêmes, ont visiblement choisi de mettre sous la table, en ne l'évoquant presque plus du tout. Enfin, défendre de **manière politiquement cohérente** cette position, comme d'autres positions abandonnées d'ailleurs, implique de le faire aussi de **manière conséquente**, c'est-à-dire de se regrouper en minorité organisée au sein de l'organisation et d'affronter une salvatrice crise organisationnelle...

Il faut se rendre à l'évidence : les deux grandes "originalités" de ce congrès - les attaques économiques du capital serait un frein au développement de lutte des classes et la classe ouvrière d'Europe occidentale serait devenue la fraction la plus faible du prolétariat mondial - ne sont pas que des abandons supplémentaires. Ils ont une autre valeur

et signification politiques : ce sont aussi des gages politiques donnés au gauchisme, c'est-à-dire à des forces politiques bourgeoises.

Septembre 2010.

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

Lettre ouverte aux militants du CCI **L'élan du CCI actuel vers la CNT-AIT aboutit à l'abandon de sa plateforme politique et à la "révision" du marxisme**

Camarades,

Bien que nous n'ayons jamais cessé, toutes ces dernières années, de surveiller de près et de dénoncer la dérive opportuniste de notre organisation, aujourd'hui nous sommes consternés par le **processus de rapprochement accéléré vers l'anarchisme qu'a entamé le CCI** avec l'abandon, qui en découle, des principes de l'organisation et, en général, du marxisme.

Dans nos deux bulletins précédents, nous avons déjà alerté par rapport à cette "pente mortelle"⁹. Malheureusement nous observons que, depuis, le virage du CCI vers l'anarchisme se prolonge et se manifeste même publiquement, et cela avec une autorité telle qu'il semble ne plus rencontrer aucune résistance interne de la part des militants (si tant est qu'il y ait eu à un moment une quelconque résistance) bien que les arguments qui sont utilisés pour justifier ce virage soient d'un caractère si contradictoire et si stupide - nous ne trouvons pas d'autres mots pour les qualifier - et bien qu'ils s'opposent si ouvertement et si clairement à la plateforme et aux principes du CCI lui-même.

Existent-ils des syndicats révolutionnaires aujourd'hui ?

En lisant le rapport sur le récent 19^{ème} congrès de *Révolution internationale* (RI 415), nous voyons que le CCI a établi des relations politiques de "*fraternité et de confiance mutuelle*" avec l'organisation **anarchiste** CNT-AIT qu'il définit comme faisant partie du "milieu internationaliste révolutionnaire", et cela, semble-t-il, sans que cela soulève le moindre rejet, la moindre réticence ou contestation, sans qu'il y ait eu le moindre débat interne sur les relations du CCI avec cette organisation. Comme c'est bizarre ! Pourtant, nous trouvons, dans le rapport-bilan fait sur ce congrès, une prise de position appuyée sur les obstacles que rencontre actuellement la classe ouvrière pour développer sa lutte qui dit notamment : "*La discussion a permis également de mieux cerner l'impact*

actuel de l'encadrement syndical sur la classe ouvrière. Bien que cette dernière ne soit pas encore en mesure de se dégager de l'emprise des syndicats et de l'idéologie syndicaliste pour prendre elle-même ses luttes en main, le débat a fait ressortir qu'il existe, dans les rangs ouvriers, peu d'illusions sur le rôle et l'efficacité des méthodes de luttes préconisées par les syndicats. Si, malgré cette désillusion, la classe ouvrière n'est pas encore à même aujourd'hui de se mobiliser en dehors et contre les syndicats, c'est essentiellement du fait de sa difficulté à retrouver confiance en ses propres forces. La classe ouvrière ressent de plus en plus le besoin de se battre contre les attaques du gouvernement et du patronat, mais ne sait pas comment lutter sans passer par les syndicats. (...) La question syndicale constitue donc un enjeu majeur dans la dynamique future vers les affrontements de classe massifs" (CCI, 19^{ème} Congrès de RI, nous soulignons).

Donc, selon cette présentation du congrès, la *question syndicale, l'idéologie syndicaliste, les syndicats* continuent d'être un des obstacles principaux que la bourgeoisie utilise contre le prolétariat pour parer ou, pour le moins, freiner le développement de ses luttes. Mais, juste quelques lignes plus loin, sans aucune explication, on a droit à un salut à la nouvelle **collaboration fraternelle du CCI avec... une organisation syndicale** ! Le syndicalisme n'est-il pas autre chose que le fondement, le principe et le but de la CNT-AIT ? Pour cet organisme, le syndicat n'est pas seulement une forme d'organisation propre à la classe ouvrière, c'est **la** seule forme d'organisation tant dans le passé que dans le présent ; et tout autant dans le futur, au point que, selon ses principes politiques, les syndicats seront la forme d'organisation de la future société anarchiste :

"Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale, (...). Le Congrès affirme que le syndicalisme, expression naturelle et concrète du mouvement des producteurs, contient à l'état latent et organique toutes les activités d'exécution et de direction capables d'assurer la vie nouvelle (...)" (CNT-AIT, *La Charte du syndicalisme révolutionnaire*¹⁰, Congrès

9. Bulletin n° 1 de la FGCI, *Lettre au Grupo socialista libertario* et bulletin n° 2, *Le CCI et sa nouvelle politique de fraternisation avec l'anarchisme* (cf. notre site web <http://www.fractioncommuniste.org>).

10 . Reproduite sur le forum du site de la CNT-AIT de Caen :

constitutif de la CNT, 1946).

Faut-il rappeler aux militants du CCI quelle est la position de notre organisation sur les syndicats telle qu'elle est énoncée dans notre plateforme politique ?

"Ayant perdu toute possibilité d'exercer leur fonction initiale de défenseurs efficaces des intérêts prolétariens [dans la décadence du capitalisme,] et confrontés à une situation historique où seule l'abolition du salariat, et donc leur propre disparition, les syndicats sont devenus, comme condition de leur propre survie, d'authentiques défenseurs du capitalisme, des agences de l'Etat bourgeois en milieu ouvrier (...). Le caractère capitaliste de ces organes s'étend à toutes les « nouvelles » organisations qui se donnent des fonctions similaires et ceci quel que soit leur modèle organisationnel et les intentions qu'elles proclament. Il en est ainsi des « syndicats révolutionnaires » ou des « shop stewards » comme de l'ensemble des organes (comités ou noyaux ouvriers, commissions ouvrières) qui peuvent subsister à l'issue d'une lutte, même opposée aux syndicats, et qui tentent de reconstituer un « pôle authentique » de défense des intérêts immédiats des travailleurs. Sur cette base, ces organisations ne peuvent échapper à l'engrenage de l'intégration effective dans l'appareil d'Etat bourgeois, même à titre d'organes non officiels ou illégaux. (...) Après plus d'un demi-siècle d'expérience jamais démentie du rôle anti-ouvrier de ces organisations, les courants qui préconisent encore de telles politiques se trouvent sur le terrain de la contre-révolution". (Plateforme du CCI, pt. 7 sur les syndicats - toutes les parties de la plateforme qui sont soulignées dans les citations reproduites le sont par nous en 2010).

Comme si cela ne suffisait pas, la CNT-AIT se caractérise aussi par la revendication de la "gestion syndicale" des entreprises "tant que le capitalisme subsiste" :

"Considérant que dans la période pré-révolutionnaire le rôle du syndicalisme est de dresser une opposition constante aux forces capitalistes, de diminuer le pouvoir patronal en augmentant celui du syndicat, le Congrès estime que ces résultats ne peuvent être obtenus que par l'introduction du contrôle syndical dans les entreprises capitalistes, par la création des comités et des conseils d'ateliers, d'usines, de bureaux, (...). En même temps que sera menée à bien la besogne de documentation, d'éducation technique et professionnelle en vue de la réorganisation sociale, sera enfin réalisé, dans les meilleures conditions, l'apprentissage de classe de la gestion" (CNT-AIT, Charte du syndicalisme révolutionnaire).

Faut-il rappeler aux militants du CCI quelle est la position

de notre organisation sur la "gestion ouvrière des entreprises dans le capitalisme" telle qu'elle est énoncée dans sa plateforme politique ?

"L'autogestion, c'est-à-dire la gestion des entreprises par les ouvriers au sein d'une société qui reste capitaliste, si elle était déjà une utopie petite-bourgeoise au siècle dernier quand elle était préconisée par les courants proudhoniens, est aujourd'hui une pure mystification capitaliste :

- arme économique du capital, elle a pour finalité de faire accepter par les travailleurs le poids des difficultés des entreprises frappées par la crise en leur faisant organiser les modalités de leur propre exploitation.

- arme politique de la contre-révolution, elle a pour fonction : de diviser la classe ouvrière en l'enfermant et l'isolant usine par usine, quartier par quartier, secteur par secteur ; d'attacher les travailleurs aux préoccupations de l'économie capitaliste qu'ils ont au contraire pour tâche de détruire ; de détourner le prolétariat de la première tâche qui conditionne son émancipation : la destruction de l'appareil politique du capital et l'instauration de sa propre dictature au niveau mondial.

Toutes les positions politiques qui, même au nom de "l'expérience prolétarienne" ou de "l'établissement de nouveaux rapports entre travailleurs", défendent l'autogestion, participent, en fait, à la défense objective des rapports de production capitalistes" (point 11 de la plateforme du CCI).

"Cette mystification qui avait trouvé son point culminant avec l'expérience "autogestionnaire" et la défaite des ouvriers de LIP en 1974-75 en France, s'est aujourd'hui épuisée. Cependant, il n'est pas à exclure qu'elle connaisse dans le futur un certain regain avec le renouveau de l'anarchisme. En effet, dans les luttes de 1936 en Espagne, ce sont les courants anarchistes et anarcho-syndicalistes qui avaient été les porte-drapeaux du mythe de l'autogestion, présentée comme une mesure économique « révolutionnaire »" (note 3 dans la version française).

Ainsi donc, la plateforme du CCI établit que la "gestion ouvrière dans le capitalisme" est une mystification, une tromperie capitaliste, une arme de la contre-révolution ; et les organisations qui la défendent, telles celles de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, sont des défenseurs objectifs de l'ordre capitaliste.

Pourtant le CCI actuel, en contradiction flagrante avec cette position de principe, déclare qu'une organisation de ce type est aujourd'hui... révolutionnaire !

Faut-il aussi rappeler aux militants du CCI que, toujours selon la plateforme, le rôle spécifique des syndicats "non officiels", "révolutionnaires" ou "de base" est justement d'être le dernier rabatteur des ouvriers vers le syndicalisme et les syndicats, organes de l'État bourgeois en milieu prolétarien, et cela pour faire que les ouvriers reprennent

confiance dans ces mêmes syndicats ? Le CCI actuel, en contradiction complète avec ses principes et sa politique et sa pratique des décennies antérieures, prétend avoir rencontré aujourd'hui des organismes syndicaux, telle la CNT-AIT, qui ne sont pas "*fatalement sur le terrain de la contre-révolution*"; ces organismes feraient même partie du "*camp prolétarien révolutionnaire*".

L'histoire de l'anarchisme "revue et corrigée"

Dans notre précédent bulletin (Cf. [Le CCI et sa fraternisation avec l'anarchisme : S'acoquiner avec l'anarchisme, c'est trahir le prolétariat](#)), nous avons dénoncé les principaux aspects de la soit-disant argumentation "théorique" avec laquelle le CCI d'aujourd'hui prétend justifier sa collaboration avec le syndicalisme anarchiste. Dans cet article, nous n'avons fait que rappeler les principes qui fondent l'existence du CCI et dénoncer la trahison qui leur est faite chaque fois plus ouvertement. Nous renvoyons nos lecteurs, et les militants du CCI, à ce bulletin.

Mais, pour évaluer le degré d'aberration et de niaiserie que les militants du CCI cautionnent actuellement par leur silence, jetons un oeil à la "nouvelle histoire" de l'anarchisme concoctée par l'actuel CCI.

Ces derniers temps, le CCI a publié quelques articles sur l'anarchisme dans lesquels, petit à petit, il a introduit une nouvelle interprétation sur l'histoire de ce courant ; une histoire inventée précisément pour justifier sa collaboration avec l'anarchisme. Selon celle-ci, il existerait, à la base et tout au long de l'histoire, deux courants dissemblables dans l'anarchisme : l'un serait réactionnaire ou réformiste et l'autre révolutionnaire et internationaliste ; ce dernier tendant constamment à collaborer et à se rapprocher du communisme marxiste. Une fois cette "thèse" établie, et dans le plus pur style spéculatif - que nous avons déjà relevé dans d'autres élucubrations "théoriques" de la faction liquidationniste du CCI depuis 2001 -, notre "défaiseur" de l'histoire se risque à chercher des "exemples" pour "prouver" sa thèse... Le "truc" de cette nouvelle histoire de l'anarchisme est très simple : faire abstraction du fait que, si quelques éléments ou groupes anarchistes se sont rapprochés du communisme marxiste, ils l'ont fait dans la mesure même où **ils ont abandonné leurs propres conceptions anarchistes** ; et cet abandon n'a été que le résultat de l'influence du mouvement révolutionnaire du prolétariat inspiré par le marxisme, notamment lors de la vague révolutionnaire de 1917-1923.

Mais acceptons, pour un moment, le point de vue de cette "nouvelle histoire de l'anarchisme", avec les "deux courants", élaborée par le CCI pour voir jusqu'où il mène : "*Aujourd'hui, en France par exemple, la même dénomination « CNT » recouvre deux organisations anarchistes, une aux positions authentiquement révolutionnaires (CNT-AIT) et une autre purement "réformiste" et réactionnaire (CNT Vignoles)* (CCI,

Gauche communiste et anarchisme internationaliste : ce que nous avons en commun, nous soulignons).

Est-ce que les militants du CCI se sont demandés sur quels fondements cette distinction si tranchée entre les deux « CNT » est-elle basée ? Est-ce sur l'histoire de chacune d'elles qui serait différente ? Non, car toutes les deux proviennent (et se revendiquent) de la CNT espagnole qui, en 1936, a entraîné le prolétariat dans la guerre inter-bourgeoise entre la démocratie et le fascisme. Est-ce sur leur programme et leurs principes ? Non plus, puisque les deux CNT continuent à se revendiquer de la même *Charte syndicale* de fondation de 1946. Est-ce parce que la CNT-AIT tend à se rapprocher des positions communistes marxistes ? La dite-*Charte* rejette d'entrée tout parti politique (y compris du prolétariat) ainsi que la dictature des conseils ouvriers (elle défend par contre, à ce niveau, une organisation fédérative de syndicats). Voyons maintenant ce que cette organisation pense du marxisme :

"La première A.I.T. naît à Londres en 1864. (...) Dès le départ, le mouvement va être déchiré entre deux tendances : les socialistes autoritaires regroupés autour de Karl Marx, et les anti-autoritaires - ou fédéralistes - autour de Michel Bakounine. Pour les anti-autoritaires, ce sont le pouvoir, la domination, l'autorité qui sont le fondement même de cette société, et rien ne changera vraiment si le mouvement qui prétend révolutionner le monde s'organise lui-même de façon hiérarchique, centralisatrice, autoritaire. On sait maintenant à quelle monstruosité le socialisme autoritaire a conduit et conduit encore. Les "libertaires" d'alors avaient très bien perçu les dangers et les dérives sanglantes possibles de cette doctrine (...) la méthode marxiste-léniniste a échoué en faisant couler beaucoup de sang, au point que l'idée même de révolution est devenue extrêmement suspecte à beaucoup et très intimement liée à l'idée de terreur" (CNT-AIT. *L'anarcho-syndicalisme, c'est quoi?*).

Ainsi, pour la CNT-AIT, le marxisme est autoritaire, dangereux et n'a pu que conduire et conduit encore à d'énormes et sanglantes monstruosité.

En fin de compte, est-ce la scission au sein de la CNT en 1993 (qui a donné naissance à la CNT-AIT et à la CNT-Vignoles) qui aurait miraculeusement donné naissance à un courant "*authentiquement révolutionnaire*", comme le CCI l'affirme ? Cédons la parole aux protagonistes de la CNT eux-mêmes :

"Deux lignes cependant se dessinaient, qui se sont encore affirmées par la suite : d'une part, une ligne dogmatique dure, s'opposant radicalement aux élections du personnel et donc à la stratégie de développement des sections syndicales, se repliant de fait sur une ligne propagandiste anarchiste/anarcho-syndicaliste ; d'autre part, une ligne cherchant à développer un syndicalisme de lutte, acceptant la participation ponctuelle aux élections pour protéger ses sections syndicales, refusant la référence idéologique unique à l'anarchisme, défendue par notre organisation

(souvent appelée CNT Vignolles). *Des distinctions à relativiser : il est arrivé par la suite que des syndicats de la CNT-AIT se présentent aux élections de DP et effectuent un excellent travail syndical ; ceux de la CNT ne s'y présentent par ailleurs que très ponctuellement. Soulignons enfin que, localement, lorsque les vieilles rivalités de personnes sont absentes, d'excellentes relations existent, ainsi qu'un travail commun fructueux*" (CNT-F. Petite histoire de la CNT-F - <http://www.cnt-f.org/spip.php?article712>).

Les militants de la CNT eux-mêmes reconnaissent non seulement que la scission était basée sur des divergences secondaires (personnelles ou relatives) et non de principes mais même que les deux parties effectuent toujours aujourd'hui le même type d'"*excellent travail syndical*", qu'elles participent aux élections syndicales, qu'elles ont l'habitude d'avoir "*d'excellentes relations*" au-delà des rivalités personnelles et même un "*travail commun fructueux*". Comme nous le voyons, la distinction entre une CNT "authentiquement révolutionnaire" et une autre "réactionnaire" n'est qu'une falsification de la réalité. Vous rendez-vous compte, camarades du CCI, où vous mettez les pieds ? Que pensez-vous, camarades, de "*l'alliance fraternelle*" qu'est en train de forger le CCI avec une organisation syndicale et autogestionnaire qui ne représente que le dernier wagon des campagnes bourgeoises contre le communisme et, plus globalement, contre la conscience de classe du prolétariat ?

Rupture avec les positions de principes du CCI

Le processus opportuniste de rapprochement et de fraternisation avec l'anarchisme s'accompagne d'un processus évident et accéléré "d'involution" théorique de la part de cette organisation. Il apparaît clairement que ce rapprochement n'est pas dû au fait que les anarchistes aient rejoint les positions marxistes, mais au fait que le CCI actuel, lui, s'éloigne du marxisme, qu'il abandonne de plus en plus ses positions de principe.

Dans ce sens, le CCI a publié dernièrement une série de trois articles intitulés *Gauche communiste et anarchisme internationaliste : ce que nous avons en commun*¹¹. La série est signée : CCI, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas simplement de l'opinion d'un militant ou d'une section, mais d'une **prise de position officielle de l'organisation**. Cela confirme qu'il n'existe aucun débat interne, ni sur la fraternisation avec l'anarchisme, ni sur la "nouvelle" argumentation "théorique" qui s'essaie à la justifier. Les trois articles nous donnent une idée beaucoup plus

11. *Gauche communiste et anarchisme internationaliste : ce que nous avons en commun ; Gauche communiste et anarchisme internationaliste (2eme partie) : Sur nos difficultés à débattre et les moyens de les dépasser ; Gauche communiste et anarchisme internationaliste (3) : quel état d'esprit doit animer le débat ?*. On peut les lire dans la presse du CCI et aussi sur son site web en différentes langues (www.world.internationalism.org).

complète et précise du **saut que le CCI a effectué dans la révision tant de ses principes de base que du marxisme en général**. Voilà pourquoi il est de notre devoir de **vous avertir, camarades, sur ce que vous êtes en train d'avaliser par votre silence : le sabotage du CCI comme organisation marxiste, comme organisation de la Gauche communiste, comme organisation révolutionnaire du prolétariat**. Vous pouvez ignorer ou rire de notre avertissement. Ce seront les anarchistes - et finalement la bourgeoisie - qui vous applaudiront.

Camarades du CCI, vous rendez-vous compte que cette nouvelle série sur l'anarchisme est avant tout **en rupture ouverte et officielle** avec toutes les prises de position sur l'anarchisme que le CCI a défendues durant plus de 30 ans, depuis sa fondation en 1975 jusqu'au début des années 2000 ? Le vieux CCI, notre CCI, avait la position suivante sur le **courant politique** anarchiste et anarcho-syndicaliste :

"Un courant politique, l'anarcho-syndicalisme, qui se vautre toujours plus dans les eaux pourries de la contre-révolution, malgré son « horreur » de la dictature, de tout Etat et tout gouvernement. L'irresponsabilité, l'incohérence historique de l'anarcho-syndicalisme est restée patente dans ce jeu tragique de balancier dans la duplicité permanente des « autorités », de l'« anti-autoritaire » CNT manifestant un manque criminel de vision historique et de claire théorie révolutionnaire que payèrent de leur vie nombre de ses militants engagés dans la cause de leur classe... La CNT-FAI, par son idéologie apolitique et son incompréhension de la nature de classe de l'Etat qui lui interdit d'exercer tout type d'action pour le détruire, fut l'ultime défense du capitalisme contre la classe ouvrière" (CCI, *España* 1936, 1977, souligné et traduit de l'espagnol par nous¹²).

Conscient du danger que représentent le courant anarchiste comme un tout et son idéologie pour les nouvelles générations d'ouvriers et de révolutionnaires, le "vieux" CCI n'a jamais cessé d'en dénoncer le caractère historiquement et objectivement contre-révolutionnaire.

Comme nous l'avons déjà signalé en d'autres occasions, encore dans les années 2000, le CCI était conscient du lien direct qui existait entre la campagne de la bourgeoisie mondiale sur la "mort du communisme" et la renaissance de l'anarchisme :

"Dans les années 1990, nous avons assisté à la fois à la campagne anticommuniste qui a suivi la chute du Mur de Berlin dans laquelle le communisme a été dénigré en l'assimilant au stalinisme (quand la réalité historique nous montre que ce fut le fossoyeur de la révolution d'octobre 1917) et à une promotion de l'anarchisme comme véritable mouvement révolutionnaire face aux bolchéviques et à Lénine qui seraient que de simples conspirateurs qui ont instauré leur dictature par un coup

12 http://es.internationalism.org/libros/1936/intro/2_BILAN

*d'Etat. Présenter l'anarchisme comme « avant-garde » de l'impulsion révolutionnaire et l'Espagne 1936 comme « modèle » de révolution sociale, ne représente aucune contradiction avec la campagne anti-communiste. En réalité, c'est sa continuation et son renforcement. (...) Le capitalisme est très conscient de telles musiques célestes[« le triomphe de la démocratie et du capitalisme »] nécessitent le contrepoint critique d'idéologies et de modèles apparemment très radicaux mais qui dans le fond défendent l'ordre capitaliste par d'autres moyens" (Prologue à la troisième édition de la brochure du CCI *España 1936* en espagnol, traduit par nos soins, disponible sur le web du CCI).*

C'est-à-dire que le développement de l'anarchisme était analysé et compris par le "vieux" CCI comme un complément et un renforcement logique de l'offensive idéologique de la bourgeoisie contre le marxisme et le communisme. L'anarchisme se caractérise, en effet, précisément par sa bataille permanente contre le communisme marxiste, l'assimilant volontairement au stalinisme, à une dictature effrayante et sanguinaire, que le prolétariat doit proscrire. Deux décennies après la chute du bloc impérialiste russe et du stalinisme, l'anarchisme continue à utiliser la campagne sur la "mort du communisme". C'est ce qu'on peut voir pratiquement dans toutes les pages web et publications anarchistes quand elles "rappellent" constamment les "monstruosités des bolchéviques marxistes".

Qu'en dit aujourd'hui le "nouveau" CCI ?

"L'attitude de la majorité du Parti bolchevik dans les années 1918-1924 (l'interdiction de toute presse anarchiste sans distinction, l'affrontement à l'armée de Makhno, l'écrasement dans le sang des marins insurgés de Cronstadt...) a creusé un fossé entre les révolutionnaires marxistes et anarchistes" (CCI, 2010. Gauche communiste et anarchisme internationaliste, partie 3).

Autrement dit, le CCI d'aujourd'hui participe, à sa manière, à la campagne bourgeoise soutenue par l'anarchisme sur les "crimes et les horreurs des bolchéviques communistes" !

Nous pourrions évoquer d'autres exemples qui montrent que cette "nouvelle" série d'articles du CCI sur l'anarchisme rompt avec sa position sur l'anarchisme, qu'elle dit exactement le contraire de ce qu'il avait soutenu depuis sa fondation. Il suffit de relever que, dans cette série, il n'y a aucune référence, aucune citation de textes anciens du CCI sur l'anarchisme pour étayer les nouvelles affirmations. Au contraire, ici le CCI se renie et va jusqu'à "présenter des excuses" pour avoir critiqué et dénoncé l'anarchisme, jusqu'à "reconnaître des exagérations et des erreurs" antérieures sur ce qui avait été dit sur ce courant. Finalement, dans une note de bas de page, on trouve, exprimé avec netteté, le dessein essentiel de cette série d'articles :

"Cela dit, au cours du débat qui a eu lieu ces derniers mois, des camarades (compagnons) anarchistes ont à juste titre protesté contre des formules outrancières prononçant une sentence définitive et injustifiée à l'égard de l'anarchisme. En nous replongeant à nouveau dans certains de nos anciens textes, nous avons trouvé à notre tour des passages que nous n'écririons plus aujourd'hui. Par exemple :

– *"Des éléments ouvriers peuvent penser adhérer à la révolution à partir de l'anarchisme, mais pour adhérer à un programme révolutionnaire il faut rompre avec l'anarchisme"*

(<http://fr.internationalism.org/rinte102/anar.htm>).

– *"C'est pour cela que le prolétariat doit se détourner résolument de ces marchands d'illusions que sont les anarchistes"*

(<http://fr.internationalism.org/ri321/anarchisme.htm>). (...) CCI, 2010. Gauche communiste et anarchisme internationaliste, 3e partie).

Ainsi, dans une note de bas de page, le CCI actuel a trouvé "des passages" de ses vieilles publications "qu'il n'écrirait plus aujourd'hui".

Camarades du CCI, avez-vous honte aujourd'hui d'avoir appelé, durant trois décennies, les ouvriers à se défaire des pièges contre-révolutionnaires de l'anarchisme ? **Ne devons-nous plus appeler le prolétariat et les éléments en recherche de cohérence révolutionnaire à se défaire de ses délires utopiques et réactionnaires ? N'y-a-t-il plus nécessité pour le prolétariat de "rompre résolument avec l'anarchisme" ?**

Imaginez un moment - pardon pour la digression - que le CCI actuel se retrouve en Espagne en 1936 et qu'il défende, face à la classe ouvrière, son "nouveau" mot d'ordre : **ouvriers, il ne faut pas rompre avec la CNT-AIT, car celle-ci est authentiquement révolutionnaire** ! Vous rendez-vous compte que vous vous seriez opposés à la "majorité" de *Bilan*, que vous auriez été aux côtés du POUM et des anarchistes et qu'en fin de compte le CCI, à son niveau, aurait participé à la défaite du prolétariat en Espagne puis à son massacre dans la boucherie impérialiste mondiale ?

Rupture de plus en plus ouverte avec la plateforme du CCI et le marxisme

La nouvelle série d'articles prise dans son ensemble, nous donne un panorama beaucoup plus clair sur la tendance de l'actuel CCI à laisser de côté, à enterrer de manière globale, sa propre plateforme politique.

Selon elle, *"des points d'accord fondamentaux rapprochaient les anarchistes internationalistes et la Gauche communiste. Pour le CCI, sans nier que des divergences importantes existent, l'aspect crucial est que nous défendions tous de façon déterminée l'autonomie ouvrière en refusant "d'apporter [un] soutien, de quelque*

manière que ce soit (...), à un secteur de la bourgeoisie : ni à la bourgeoisie "démocratique" contre la bourgeoisie "fasciste" [Oublions le rôle de la CNT en 1936!]; ni à la gauche contre la droite ; ni à la bourgeoisie palestinienne contre la bourgeoisie israélienne ; etc." Plus concrètement, il s'agit :

1) de **refuser tout soutien électoral, toute collaboration, avec des partis gérants du système capitaliste ou défenseurs de telle ou telle forme de celui-ci (social-démocratie, stalinisme, "chavisme", etc.) ;**

2) de **maintenir un internationalisme intransigeant, en refusant de choisir entre tel ou tel camp impérialiste lors de chaque guerre.**

Tous ceux qui défendent théoriquement et pratiquement ces positions essentielles doivent avoir conscience d'appartenir à un même camp : **celui de la classe ouvrière, celui de la révolution**" (CCI, 2010, op cit, 2e partie).

En somme, pour le "nouveau" CCI, il suffit de claironner "l'autonomie ouvrière", "le rejet des élections" et un "internationalisme «intransigeant» (?)" pour trouver grâce à ses yeux.

De fait, ce CCI-là tire ces "point fondamentaux" non pas de sa plateforme politique mais de la "bouillasse principielle" dans laquelle pataugent un ensemble de groupes et d'éléments "approximatifs", marqués par le diletantisme, le radicalisme verbal, la confusion et qui se définissent comme "antibolchéviques", "autonomistes", "conseillisto-anarchistes", "situationnistes", "pro-révolutionnaires", etc. Jetons un regard sur les positions d'un groupe de ce type qui se dénomme **Cercle international de communistes antibolchéviques** :

"1) **Le communisme n'est pas une philosophie ou un programme politique** auquel on puisse ajuster la pensée et l'action de la classe ouvrière. **C'est l'action de la classe ouvrière elle-même** (...) [ou comme le dit le CCI actuel "le marxisme n'est qu'une étiquette"] ;

2) nous défendons le développement de **l'autonomie des prolétaires en lutte** (...);

3) nous sommes pour **l'internationalisme révolutionnaire conséquent**, (...) [et intransigeant !... ajouterait l'actuel CCI] ;

4) nous luttons pour **l'auto-libération radicale et intégrale des prolétaires** ;

5) nous défendons la centralité du prolétariat comme classe révolutionnaire, (...) la centralité du prolétariat comme classe révolutionnaire signifie en outre que **l'émancipation des prolétaires ne dépend que de leurs propres efforts**"¹³ (traduit par nos soins de l'espagnol).

13. Círculo Internacional de Comunistas Antibolcheviques. Le texte complet peut être consulté sur <http://cai.xtreemhost.com/orientacion.htm> ; sur le site de ce "cercle", on trouve aussi une liste de liens avec des pages de groupes et de personnes proches parmi lesquels nous trouvons le **GSL de México**, un des groupes anarchistes avec lesquels le CCI collabore actuellement.

Comme on peut aisément s'en apercevoir, il n'existe aucune différence avec les points considérés comme "**fondamentaux**" par le CCI. Avec ces généralités approximatives, le CCI met ainsi de côté son **programme politique marxiste**.

La liste même des "divergences importantes" que le CCI actuel dit rencontrer avec l'anarchisme est significative de sa "nouvelle" politique :

"Il y a en effet des divergences très importantes qui les séparent :

– centralisation/fédéralisme ;

– matérialisme/idéalisme ;

– "période de transition" ou "abolition immédiate de l'Etat" ;

– reconnaissance ou dénonciation de la révolution d'Octobre 1917 et du Parti bolchevique" (CCI, 2010, op cit, le partie).

L'affirmation de certaines divergences (certes importantes) lui permet d'éviter avec soin des questions, comme la question syndicale, qui ne peuvent mener qu'à une confrontation intransigeante avec la politique-pratique des anarchistes et autres anarcho-syndicalistes (avec lesquels il fraternise aujourd'hui). Il en fait de même à propos de 2 autres questions fondamentales qui ont marqué historiquement l'antagonisme entre le marxisme et l'anarchisme :

- la nécessité du parti politique du prolétariat : pour le marxisme, "**l'existence du parti et son activité constituent une condition indispensable pour la victoire finale du prolétariat**" (pt 16 de la plateforme du CCI), alors que pour l'anarchisme, le parti politique est le pire mal dont puisse souffrir la classe ouvrière. Le communisme marxiste lutte donc pour la construction du parti, pour l'organisation d'avant-garde du prolétariat, alors que l'anarchisme (dont la CNT-AIT est un des fleurons) fait tout son possible pour empêcher la classe ouvrière de s'en doter ;

- la question de la dictature du prolétariat qui révèle clairement à quel point le CCI actuel abandonne non seulement sa propre plateforme politique mais aussi le marxisme en général.

Ainsi, cette nouvelle série d'articles du CCI sur l'anarchisme est significative non seulement pour ce qu'elle dit, mais aussi pour ce qu'elle oublie de dire. Il est notable que l'axe fondamental de l'opposition entre le marxisme et l'anarchisme, c'est-à-dire **la dictature du prolétariat, n'est même pas mentionné** dans les trois articles dédiés à l'exposition des "points d'accord et de divergence" entre les deux courants ! Le CCI actuel a "oublié" ce concept fondamental du marxisme révolutionnaire, historiquement capital et vérifié dans la pratique de notre classe (la Commune de Paris et surtout la Révolution russe en 1917) ; ce concept est pourtant clairement posé et défendu dans sa propre plateforme, mais il préfère aujourd'hui en parler

avec pudeur, peut-être pour ne pas blesser les oreilles sensibles des "amis" anarchistes.

En opposition à ce principe fondamental du marxisme, le **courant anarchiste défend comme principe fondamental "l'abolition immédiate de l'Etat"**. C'est la raison pour laquelle, de manière conséquente, il rejette violemment la lutte du prolétariat pour le pouvoir politique, c'est-à-dire qu'il rejette et combat la dictature du prolétariat. Cette opposition fondamentale, de principe, est claire autant pour les communistes que pour les anarchistes, et cela depuis Marx et Bakounine eux-mêmes. Voyons, par exemple, comme s'exprimait la plus grande figure de l'anarchisme - qu'à ce jour aucun anarchiste conséquent ne renie :

"Ce point sépare fondamentalement les collectivistes ou socialistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'action absolue de l'Etat. Le but des deux partis est identique (...). Mais les communistes imaginent que cela peut s'obtenir au moyen du développement et de l'organisation du pouvoir politique des classes travailleuses menées par le prolétariat de la ville (...); alors que les socialistes révolutionnaires, ennemis de toute alliance ambiguë, croient que cet objectif commun ne peut pas être atteint au travers de l'organisation politique mais au moyen de l'organisation sociale (et, pour autant, anti-politique) et le pouvoir des masses travailleuses des villes et des villages (...). De là l'existence de deux méthodes différentes. Les communistes croient qu'il est nécessaire d'organiser les forces des travailleurs pour prendre possession du pouvoir politique étatique. Les socialistes révolutionnaires les organisent afin de détruire, ou si l'on préfère une expression plus raffinée, de liquider l'Etat. Les communistes sont partisans du principe et de la pratique de l'autorité alors que les socialistes révolutionnaires n'ont foi qu'en la liberté (...)" (M. Bakounine, *Socialismo sin Estado : Anarquismo*, traduit par nos soins d'une version espagnole).

Pour le communisme au contraire - et cela depuis Marx -, **la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat est, ni plus ni moins, l'objectif historique immédiat de la révolution prolétarienne**. C'est ce qui donne un sens (totalement différent à celui que donne l'anarchisme) à *"l'autonomie ouvrière"*, à *"l'internationalisme intransigeant"* et à tout le combat du prolétariat contre le capitalisme ; c'est le point de départ de la révolution communiste, de la lutte pour l'abolition de l'exploitation salariée et de la division de la société en classes. Est-il nécessaire de rappeler aux camarades du CCI l'abc de la théorie de Marx ?

"Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2) que la lutte des classes mène

nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes" (Lettre de Marx à Weydemeyer, 5 mars 1852).

"La dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploités et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres. (...) Dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois. La preuve en est apportée par l'expérience du développement de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle dans tous les pays civilisés et en particulier par l'expérience des cinq dernières années" (Lénine, Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, 1919).

Et dans le même sens, la plateforme du CCI affirme que : **"La prise du pouvoir politique par le prolétariat à l'échelle mondiale, condition préliminaire et première étape de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste, signifie, en premier lieu, la destruction de fond en comble de l'appareil d'Etat bourgeois. (...) Levier de la transformation économique de la société, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'exercice exclusif du pouvoir politique par celui-ci, aura pour tâche fondamentale d'exproprier la classe exploiteuse en socialisant ses moyens de production (...) Fort de son pouvoir politique, le prolétariat devra s'attaquer à l'économie politique bourgeoise en menant une politique économique dans le sens de l'abolition du salariat et de la production marchande, dans celui de la satisfaction des besoins de l'Humanité"** (Plateforme du CCI, pt. 15).

C'est cette **opposition fondamentale (et non une simple "divergence") entre marxisme et anarchisme** que le CCI d'aujourd'hui oublie volontairement. Voilà pourquoi, en fin de compte, tous les supposés "accords fondamentaux", qu'il présente dans la série d'articles, ne sont que du pur charlatanisme, un rideau de fumée pour essayer de cacher un fait politique majeur, à savoir que le CCI fraternise avec l'anarchisme à partir de l'abandon de sa propre plateforme de principes politiques et du marxisme en général. N'est-ce pas là l'expression la plus pure de l'opportunisme politique ? Malheureusement, cette opposition fondamentale n'est pas que "théorique" : **l'histoire a déjà tranché et permet de voir où mène le combat quand il est basé sur l'un ou l'autre de ces principes ; dans le premier cas à la Russie de 1917, dans le second à l'Espagne de 1936 ; dans le premier cas au triomphe de la**

révolution prolétarienne, dans le second à la défaite sanglante du prolétariat et à son enrôlement derrière une fraction de la bourgeoisie. Comme dit Lénine : il ne peut y avoir de "solution intermédiaire".

Camarades du CCI : vous rappelez-vous de la formule d'*Internationalisme* dont le CCI est l'héritier politique ? **"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire !"** Est-il nécessaire de vous rappeler le premier point de notre plateforme politique sur la théorie de la révolution communiste ?

"Le marxisme est l'acquis théorique fondamental de la lutte prolétarienne, c'est sur sa base que l'ensemble des acquis du prolétariat s'intègre dans un tout cohérent. En expliquant la marche de l'histoire par le développement de la lutte de classe, c'est-à-dire de la lutte basée sur la défense des intérêts économiques dans un cadre donné du développement des forces productives, et en reconnaissant dans le prolétariat la classe sujet de la révolution qui abolira le capitalisme, il est la seule conception du monde qui se place réellement du point de vue de cette classe. Loin de constituer une spéculation abstraite sur le monde il est donc, et avant tout, une arme de combat de la classe. Et c'est parce que le prolétariat est la première et seule classe de l'histoire dont l'émancipation s'accompagne nécessairement de l'émancipation de toute l'humanité, dont la domination sur la société n'implique pas une nouvelle forme d'exploitation mais l'abolition de toute exploitation, que le marxisme est seul capable d'appréhender la réalité sociale de façon objective et scientifique, sans préjugés ni mystifications d'aucune sorte. Par conséquent, bien qu'il ne soit pas un système ni un corps de doctrine fermé, mais au contraire une théorie en élaboration constante, en liaison directe et vivante avec la lutte de classe, et bien qu'il ait bénéficié des manifestations théoriques de la vie de la classe qui l'ont précédé, il constitue, depuis le moment où ses bases ont été jetées, le seul cadre à partir et au sein duquel la théorie révolutionnaire peut se développer".

Camarades du CCI, nous demandons et exigeons une

réponse claire : est-ce que **"le marxisme est l'acquis théorique fondamental de la lutte prolétarienne"** ? Oui ou non ? Oui ou non, est-il **" la seule conception du monde qui se place réellement du point de vue de cette classe "** ? Est-ce que le marxisme est **une arme indispensable du combat de la classe ouvrière** ? Oui ou non ? Est-il **le seul cadre à partir duquel on puisse développer la théorie révolutionnaire** ? Oui ou non ? Ou bien... "faut-il aller au-delà des étiquettes marxiste et anarchiste" ?

Nous demandons et exigeons une réponse claire : y-a-t-il au sein du CCI actuel un seul militant qui défende encore le marxisme et s'oppose à l'idéologie anarchiste et anarcho-syndicaliste ? **Alors qu'il se lève et combatte** avant que le révisionnisme termine par étouffer définitivement le CCI, avant de le rendre complice de la liquidation du CCI comme organisation de la Gauche communiste, comme organisation marxiste, comme organisation du prolétariat !

Octobre 2010.

Dernière minute : en cette fin d'octobre 2010, il apparaît que le processus de "liquidation interne" du CCI soit en train de connaître une forte accélération. Après avoir politiquement ouvert la porte du Camp prolétarien à l'anarchisme, voilà que le CCI lui ouvre carrément les colonnes de sa presse : 2 articles de la CNT ("*Comment lutter ? Par une résistance populaire autonome*" et "*Qu'est-ce qu'une assemblée générale*"), à forte tonalité "libertaire", ont trouvé place sur son site ; et cela ne semble être qu'une première.

En tant que militants exclus (de force) du CCI, nous sommes en droit de nous demander si tous les membres de cette organisation - qui est, en principe, encore marxiste - ont été "informés préalablement", s'ils ont eu la possibilité de débattre et décider collectivement de cette incroyable initiative, ou s'ils ont tout simplement été mis devant le fait accompli ? Quoi qu'il en soit, jusqu'où laisseront-ils aller le dérapage du CCI ? Jusqu'à sa mort pour le prolétariat ?

Octobre 2010

La Fraction de la Gauche communiste internationale

Centrisme et anarchisme, en rejoignant la social-démocratie, ont, en Espagne, atteint le terme de leur évolution, comme ce fut le cas en 1914 lorsque la guerre réduisit la Deuxième Internationale à l'état de cadavre. (Bilan 41, 1937, Plomb, mitraille, prison...).

Dirigée en apparence contre un principe du socialisme scientifique - le principe politique de la dictature du prolétariat - la critique anarchiste l'est en réalité contre toute la nouvelle conception défendue dès sa naissance par le socialisme, et qui est la conception matérialiste de l'histoire (Programme communiste, Bilan d'une révolution, ch. La leçon anarchiste).

Lettre adressée à la Communist Workers Organization (Tendance Communiste Internationaliste) à propos de la politique d'ouverture du CCI vers des organisations anarcho-syndicalistes

Paris, le 26 septembre 2010.

La FGCI à la CWO,
Chers camarades,

Lors d'une première lecture de *Revolutionary Perspectives* 55, nous avons pris connaissance de la note qui accompagne l'article *A Global Crisis Will Have to be Fought Globally*. Cette note relève le fait que *"the German ICC, it seems, preferred to organise most meetings with the anarcho-syndicalists of the FAU without informing us. A bizarre way to obtain solidarity for struggling workers"* ["le CCI allemand, semble-t-il, préfère organiser des réunions avec les anarcho-syndicalistes de la FAU sans nous en informer. Une manière bizarre pour développer la solidarité avec les travailleurs en lutte." - traduit par notre fraction]. En fait, cette politique - nous l'avons déjà critiquée dans nos derniers bulletins¹⁴ - est devenue une orientation centrale de l'actuel CCI au point de signer et diffuser des tracts avec des groupes se revendiquant de l'anarchisme (Mexique) et d'organiser des réunions publiques communes avec... la CNT-AIT en France¹⁵. Cette politique commence à être officiellement revendiquée et assumée par le CCI, il suffit de lire les deux premiers articles sur [The communist left and internationalist anarchism: What we have in common](#). Il ne fait pour nous aucun doute qu'il s'agit d'une étape importante vers les forces politiques de la bourgeoisie, vers le camp bourgeois, qu'est en passe d'effectuer cette organisation. Si cette orientation se confirmait sans résistance au sein du Courant, il s'agirait là certainement de la dernière marche de cette organisation comme organisation du camp prolétarien - vous connaissez notre prudence et notre volonté méthodique avant de décréter qu'une organisation prolétarienne a commencé à travailler au profit des forces politiques bourgeoises.

Ce pas ne va pas sans remous et réaction, autour du CCI, parmi ses sympathisants, certainement en son sein aussi - ne serait-ce que sous une forme négative, par la démoralisation et la désimplification des militants, en particulier des anciens - car il représente, que l'on partage ou non la position passée du CCI sur la question n'y change rien, un virage brutal qui tourne le dos aux positions du passé et à la plateforme politique du CCI. Le danger n'est pas seulement la perte définitive du CCI, des militants sincères qui lui restent et de son crédit politique passé. Cette trahison des positions principielles du Courant s'accompagne d'une volonté délibérée de discréditer la Gauche communiste et le marxisme en révisant l'histoire du mouvement ouvrier. C'est ce que nous avons l'intention de mettre en lumière dans une "lettre ouverte" que nous entendons adresser à tous les militants de cette organisation. Nous nous permettons de vous envoyer sans plus attendre le projet, le "brouillon" - the draft - de cette lettre-article afin que vous puissiez réfléchir sur la gravité de la situation et vous rendre compte du degré et du danger que représente la véritable révision de l'histoire que le CCI est en train de réaliser. Nous vous demandons simplement de ne pas divulguer publiquement ce projet de "lettre-article" d'autant qu'il n'a pas été encore discuté, corrigé collectivement, et qu'il vient juste d'être traduit de l'espagnol.

Nous pensons que les autres forces politiques du camp prolétarien ne peuvent rester silencieuses face à une telle déformation et trahison des positions classiques de la Gauche communiste. En particulier, nous sommes sûrs que le crédit de la TCI et en particulier de la CWO dans le camp prolétarien peuvent contrecarrer, au moins limiter, la réalisation de ce projet néfaste. Nous sommes certains qu'il ne serait pas sans effet, sans résultat, que la CWO se prononce sur ce que dit aujourd'hui le CCI, sur la volonté d'intégration de l'anarchisme dans le camp internationaliste, sur la volonté de mettre l'anarchisme sur le même plan que la Gauche communiste, ou bien encore sur le fait que "l'étiquette" de marxiste n'a plus aucun intérêt et que le combat historique du marxisme contre l'anarchisme n'a plus lieu d'être ; et qu'il est même pour sa plus grand part le fait de "malentendus", de difficultés à débattre. Une prise de position de la CWO-TCI pourrait servir d'appui à des militants ou des sympathisants du CCI qui voudraient s'opposer, résister, à une telle trahison. Et servir de référence pour l'ensemble des groupes, sympathisants, du camp prolétarien ou qui s'en rapprochent dans ce qui constitue un moment extrêmement important de son existence.

Quelle que soit l'issue de ce moment, la situation du camp prolétarien et des forces révolutionnaires ne sera plus la même.

Voilà, chers camarades, de manière rapide et un peu "expéditive" ce que nous voulions vous exprimer par rapport à une situation qui s'accélère et que les autres forces politiques communistes ne peuvent, selon nous, ignorer ou même négliger parce que c'est aussi de leur responsabilité.

Fraternellement, La FGCI.

¹⁴ [The ICC and its new Policy of Fraternalization with Anarchism : To team up with anarchism, is to betray the proletariat](#)

¹⁵ [Appel à une Réunion publique à Toulouse suite à la manifestation du 7 septembre](#)

NOS POSITIONS

Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

Les régimes étatisés qui, sous le nom de " *socialistes* " ou " *communistes* ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

Toutes les idéologies nationalistes, d'" *indépendance nationale* ", de " *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " *démocratie* ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " *ouvriers* ", " *socialistes* ", " *communiste* " (les ex-" *communistes* " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " *front populaire* ", " *front anti-fasciste* " ou " *front unique* ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " *officielles* " ou " *de base* ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à

saboter ses luttes.

Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " *autogestion* ", ni " *nationalisation* " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" *organiser la classe ouvrière* ", ni de " *prendre le pouvoir* " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

* La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

* L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

* Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.